

rapport annuel 2018

la quête d'une vie meilleure



BIO



Belgian Investment Company
for Developing Countries

table des matières

le présent rapport annuel 2018 contient les pages suivantes :

- ☒ un mot d'alexander
- ☒ un mot de luuk
- ☒ un mot d'omobola
- ☒ à propos de BIO
- ☒ financement du développement et EDFI
- ☒ Les objectifs du développement durable
- ☒ Les objectifs de développement de BIO
- ☒ que peut faire BIO pour vous ?
- ☒ entreprises
- ☒ institutions financières
- ☒ sociétés et fonds d'investissement
- ☒ infrastructure
- ☒ Business Development Support Fund
- ☒ investissements signés en 2018
- ☒ investissements clôturés en 2018
- ☒ effets sur le développement
- ☒ gestion environnementale et sociale
- ☒ investissements en cours et engagements nets
- ☒ évaluation externe : institutions financières latino-américaines
- ☒ bilan et compte de résultat
- ☒ gouvernance et équipe
- ☒ gestion de la qualité et contrôle interne

la quête du juste équilibre

un mot d'alexander

En tant qu'homme politique, j'ai l'habitude d'être sur la corde raide, mais ce n'est rien comparé aux qualités de funambulisme de l'Institution financière belge de développement BIO qui parvient à créer un équilibre entre le bien et le gain.

Il va de soi que toute entreprise saine requiert croissance et profit. Mais BIO se lance dans une quête d'équilibre périlleuse entre profit et engagement en faveur d'une société durable et inclusive dans les pays les moins développés ou émergents. Cette combinaison fragile se retrouve au cœur de toutes les activités de BIO et constitue son ADN. Et, tout comme pour un funambule qui se retrouve au-dessus du vide, ou un cycliste du reste, il faut continuer à avancer pour conserver cet équilibre.

Et telle a bien été ma politique ces dernières années. Nous avons choisi de pousser l'expérience et l'expertise de BIO plus loin que jamais en concentrant nos efforts aux fins d'obtenir une croissance économique durable et inclusive. L'évaluation des sept piliers européens, réalisée par BIO fin 2018, prouve qu'elle est adaptée à son objectif.

L'an dernier, nous avons également assisté à l'adoption par le Parlement d'une nouvelle loi BIO et d'un contrat de gestion exhaustif qui permettent à BIO de partager son expertise non seulement avec la coopération belge au développement mais également avec des tiers. En outre, la loi BIO actuelle et le contrat de gestion prévoient une nouvelle facilité d'investissement qui permet de débloquer des investissements pour des projets moins importants et plus risqués, mais qui ont un impact développemental plus large.

En effet, pour BIO, l'année 2018 a vraiment été innovante. Lors de son premier appel, le tout premier SDG Frontier Fund a récolté non moins de 22,5 millions d'euros de capitaux privés. Ce fonds va renforcer le rôle de catalyseur qu'exerce la société dès lors qu'il permet aux capitaux privés de co-investir avec BIO. Le Frontier Fund se conformera aux normes particulièrement strictes de BIO en matière de gouvernance et de pratiques sociales et environnementales, afin de faire de cette collaboration un partenariat qui s'inscrit pleinement dans les Objectifs de Développement Durable. Il s'agit là d'un autre exemple de la recherche d'un juste équilibre, cette fois-ci entre le rôle de l'État belge et celui du secteur privé dans la promotion du développement et la croissance.

Grâce à l'ensemble de ces changements, BIO aura la capacité de mieux communiquer avec les investisseurs privés socialement responsables et les autres acteurs du développement, renforçant ainsi les partenariats qui sont au cœur de ma politique de développement. BIO dispose désormais des ressources nécessaires pour atteindre cet équilibre avec confiance et relever les défis à venir.

Alexander De Croo
Vice-premier ministre
et ministre des Finances et de la Coopération au développement

BIO se lance dans une quête d'équilibre périlleuse entre profit et engagement en faveur d'une société durable et inclusive dans les pays les moins développés ou émergents.



2018

faits marquants

BIO a décidé de lancer 22 nouveaux investissements pour un total de 150 millions d'euros.

- participation à deux fonds offrant du capital-risque (venture capital) à de nouvelles sociétés prometteuses dans les domaines des solutions digitales pour l'agriculture, des services financiers et de la gestion de données.
- investissement dans une entreprise qui offre aux étudiants africains un tremplin vers les meilleures universités du monde en leur donnant la possibilité d'obtenir le baccalauréat international.
- investissement dans une société qui apporte son aide aux petits agriculteurs du nord du Nigéria. Le développement économique de cette région sert à contrebalancer l'influence de l'islam radical de Boko Haram.

BIO a supervisé 83 prêts en cours. Les employés de BIO ont personnellement participé aux conseils et aux comités de ses 52 investissements en capital.

L'équipe des Special Operations de BIO apporte un soutien sans faille aux clients en difficulté. Les membres de cette équipe sont parvenus à réduire les provisions totales de BIO pour les investissements en cours de la société de 5,96 % en 2017 à 5,02 % en 2018.

BIO a accordé 10 subventions totalisant 850.000 € dans le cadre de projets de renforcement des capacités et d'assistance technique.

15 prêts ont été remboursés et 6 investissements en capital ont été cédés.

BIO a mis en place une nouvelle facilité pour investir dans de petits projets qui présentent un impact particulièrement élevé sur le développement qui engendrent des risques élevés et un rendement financier attendu relativement plus faible.

En 2018, le capital d'investissement de BIO s'est accru grâce à une injection de capital de 61 millions d'euros par l'État belge, dont 20 millions d'euros ont été affectés à des investissements destinés à lutter contre le changement climatique. En outre, les plus-values nettes substantielles de 67,8 millions d'euros réalisées en 2017 dans le cadre de la participation à une IMF cambodgienne ont été convertis en capital, portant ainsi les ressources disponibles de BIO à des fins d'investissement à 937,7 millions d'euros.

BIO a un logo flambant neuf. Les couleurs rappellent que nous sommes belges. Son design fait référence à notre affiliation à la coopération belge au développement.



la quête d'une vie digne

un mot de luuk

L'un de mes souvenirs de jeunesse les plus vifs, c'est d'avoir été complètement absorbé par la lecture des passionnantes aventures de Frodon et de ses compagnons hobbits. La lecture de plus de 1.200 pages de ce roman épique m'a valu plusieurs nuits blanches. Niché dans ma chambre mansardée, à l'heure où le carrosse de Cendrillon se transforme en citrouille, je dévorais les aventures des héros qui ont mis à mal le Seigneur des Anneaux. Leurs aventures sont un parfait exemple d'une Quête : un voyage ardu, semé d'embûches, de rebondissements et de découvertes exaltantes, à la recherche de l'insaisissable Graal.

Dans la vraie vie, la métaphore de la quête illustre parfaitement les efforts de la population pauvre et marginalisée des pays en voie de développement qui se bat pour mener une vie digne, non seulement pour eux mais aussi pour leur famille et leurs enfants. Ici, les obstacles sont tout autres : manque de ressources et d'informations, défis insurmontables, maladies, exploitation et catastrophes. Cependant, leurs objectifs de quête sont clairs : un revenu décent, l'accès à l'éducation, à des soins de santé et à de la nourriture de qualité, des opportunités de croître, de partager et de connaître le bonheur. Ces périples les amènent vers des destinations inconnues et jusqu'alors inexplorées.

Fort heureusement, au cours de ces dernières décennies, ces missions se sont avérées de plus en plus fructueuses. Depuis 1990, le taux de pauvreté dans le monde a été réduit de moitié, la famine se fait de moins en moins endémique et des centaines de millions de personnes passent d'un mode vie élémentaire à un bien-être plus manifeste.

Néanmoins, à ce jour, 1,3 milliard de personnes sur notre planète vivent encore dans des conditions d'extrême pauvreté. Environ 750 millions d'entre eux souffrent régulièrement de la famine. Près de la moitié de la population mondiale, soit 3,5 milliards de personnes, n'a pas accès aux services de santé les plus élémentaires. 130 millions de jeunes filles ne sont pas scolarisées et plus de 620 millions de jeunes entre 15 et 24 ans ne sont ni étudiants ni en formation et n'exercent pas d'activité professionnelle.

Ces personnes et leur quêtes pour une vie meilleure sont la raison d'être de BIO. Notre vision est que chaque habitant de cette planète vive une vie digne.

Pour ce faire, notre principal outil est l'investissement. Cependant, même après presque deux décennies de projets couronnés de succès, chaque nouvel investissement est un véritable défi. Chaque membre de BIO passe des semaines, voire des mois, à chercher des moyens de gérer les nombreux impondérables. Nous devons anticiper tous les pires scénarios imaginables et trouver les solutions pour y faire face. Nous devons également développer des rapports suffisamment solides avec toutes les parties

concernées pour faire face à l'adversité pendant les 5 à 15 ans que couvre la période d'investissement. Une fois l'investissement réalisé, nous assurons le suivi des aventures des entités du portefeuille, en les encourageant lorsqu'elles atteignent leurs objectifs et en les prêtant main forte dans les moments difficiles. ►





Femmes et jeunes filles

La Quête d'une vie meilleure est particulièrement ardue pour bon nombre de jeunes filles et de femmes à travers le monde, car ces dernières doivent non seulement surmonter la pauvreté mais aussi la discrimination. Bien que BIO ait toujours eu conscience des enjeux propres au genre, en 2018, l'inégalité entre les sexes est redevenue une préoccupation majeure avec la publication du livre de notre ministre de tutelle, Alexander De Croo, intitulé « Le siècle de la femme »¹.

Partout dans le monde, les garçons ont plus facilement accès à l'éducation que les filles. Ces dernières sont bien trop souvent gardées à la maison pour aider aux tâches ménagères ou au travail dans les champs. Ou encore, l'ironie du sort veut qu'il arrive que ces jeunes filles sont envoyées dans des ateliers clandestins pour gagner l'argent qui permet à leurs frères d'aller à l'école. Au lieu de disposer d'une éducation professionnelle ou d'un emploi valorisant, un très grand nombre de jeunes filles doit se contenter d'un mariage et d'une maternité précoces, d'une dépendance financière totale vis-à-vis de leur mari et de leurs fils ou encore faire face à l'exploitation physique et sexuelle.

Pour leur venir en aide, BIO a d'ores et déjà investi dans un certain nombre de projets qui leur permettent de lancer ou de développer leur propre entreprise en leur donnant accès à un financement. BIO a notamment contribué au succès d'Annapurna et d'Enda Tamweel, des institutions de microfinance basées en Inde et en Tunisie. Malheureusement, aujourd'hui, les femmes se trouvent toujours confrontées à des obstacles disproportionnés lorsqu'elles tentent d'accéder à des capitaux, aux soins de santé, à l'éducation ou aux opportunités de carrière. C'est pour cela que nous

encourageons nos clients à embaucher et à former plus de femmes, à leur donner l'occasion d'accéder à des postes de direction et de siéger au conseil d'administration, mais également à déployer des efforts particuliers pour que leur entreprise profite aux femmes et aux jeunes filles.

Comme de nombreux investisseurs, BIO est à la recherche de moyens permettant de mieux contribuer à l'égalité d'accès et d'opportunités. Par exemple, comment pouvons-nous répondre aux besoins des femmes en matière de capital-risque (venture capital) et les risques élevés qu'il comporte ? Quelle piste efficace permettrait aux femmes de partager le fruit des fermes familiales ?

En 2018, BIO a mis sur pied un groupe de travail interne chargé de sensibiliser le personnel aux questions de parité homme/femme et d'élaborer une stratégie d'égalité des sexes en matière d'investissement et au sein de l'entreprise. Les efforts supplémentaires déployés par BIO pour que ses investissements aient un impact favorable au regard de l'égalité des sexes s'inscrivent dans sa quête plus large qui vise à offrir une vie meilleure aux personnes souffrant de la famine, ou qui n'ont pas accès à l'éducation, aux soins de santé et aux capitaux.

La quête d'une vie digne est épineuse. Le Graal peut être insaisissable et le chemin semé d'embûches, de rebondissements et de découvertes exaltantes. Le voyage de Frodon et ses compagnons n'a pas été aisé.

La quête de BIO consiste à soutenir les personnes défavorisées, qui représentent encore la moitié de la population de la planète, tout au long de leur parcours. Nous vous tiendrons au courant de l'avancée de notre quête.

Luuk Zonneveld
CEO BIO S.A.

¹ DE CROO, Alexander. *Le Siècle de la femme. Comment le féminisme libère aussi les hommes*. Bruxelles : Luc Pire, 2019, 192 pp.

retour aux sources

un mot d'omobola

Je ne vais pas vous mentir, j'ai eu beaucoup de chance. Je suis issue d'une famille de travailleurs acharnés et j'ai eu accès à la meilleure éducation possible. Toute notre vie, nos parents ont été très clairs quant au fait que nous ne serions pas élevés comme des « enfants privilégiés », nés avec une cuillère d'argent dans la bouche. C'était à nous de faire nos preuves et de laisser notre trace sur la planète. Aujourd'hui, je sais qu'ils seraient fiers de nous et de la façon dont nous avons impacté le monde, comme ils le souhaitaient.

Mes parents voulaient que leurs enfants voient le monde et soient en contact avec différentes cultures. Après avoir étudié au lycée au Nigéria, nos parents nous ont envoyés à l'université et dans des écoles basées au Royaume-Uni où ils ont leurs habitudes et se sentent à l'aise, car c'est là-bas qu'ils ont fait une partie des leurs études supérieures, notamment en raison du passé colonial du Nigéria. Mon frère s'est rebellé contre cette idée et a décidé d'aller étudier aux États-Unis !

Mais une chose a toujours été claire pour mes parents, pour nous, et l'est également aujourd'hui pour mes enfants : nous retournerions toujours chez nous, en Afrique. Nous n'allions pas nous « donner » à des pays qui sont déjà développés. En fin de compte, quels que soient nos privilèges et notre éducation, nous sommes avant tout africains et il est de notre responsabilité d'aider au développement du continent. Tout ce sur quoi nous avons travaillé gravite autour de cet objectif.

Chaque pays, chaque continent doit se frayer son propre chemin en matière de développement. Il ne suffit pas de reproduire ce que les autres pays ont fait. Le développement africain ne peut pas suivre le même chemin qu'ont emprunté les États-Unis ou l'Europe. Nous devons adapter notre approche et comprendre les marchés et les nuances [et les défis] culturels au sein desquels nous opérons. Et nous devons « bondir » de notre position actuelle pour nous rendre là où nous devons être.

Je crois que la technologie sera un élément clé dans la réussite de ce changement. Il convient de féliciter l'État de Lagos pour son soutien au bond du Nigéria avec le développement d'un cluster technologique à Yaba, un quartier de Lagos bénéficiant d'un positionnement stratégique dans la région qui dispose aujourd'hui de la plus grande concentration d'entreprises technologiques du pays. Le gouvernement de l'État de Lagos soutient la construction d'infrastructures qui font de Yaba une véritable plateforme technologique dotée d'un réseau de fibre terrestre, d'une alimentation électrique 24 h/24 et 7 j/7, d'espaces de travail dédiés aux entreprises technologiques, ainsi que d'incubateurs et d'accélérateurs pour favoriser l'innovation et l'expansion des entreprises technologiques. Cet effort catalyseur devrait attirer des investissements supplémentaires émanant de sociétés privées et encourage peut-être davantage les gouvernements d'État à faire de même, tout en cultivant un environnement propice à la croissance des entreprises, à l'excellence technique et à l'innovation technologique.

Notre capacité à « bondir » est cruciale pour développer des compétences et des talents locaux nécessaires au fonctionnement, soutien et maintien de notre développement numérique. Il est important que le Nigéria fasse du développement de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) sa priorité, tout particulièrement au sein de notre large population de jeunes. ►



Les femmes au cœur des STEM

Ma carrière personnelle a été axée sur ces domaines et continuera à l'être. Malheureusement, ces derniers sont toujours majoritairement masculins, même si certaines femmes parviennent aujourd'hui à percer dans les STEM et nous représentent plus qu'auparavant. Cependant, il reste encore un long chemin à parcourir pour que les femmes puissent participer de manière significative à l'économie numérique et avoir un réel impact.

Je suis persuadée que la modélisation des rôles est un moyen efficace d'y parvenir, en particulier pour les femmes. Les femmes qui me voient moi, Omobola Johnson, une ingénieure, ancienne ministre des TIC au Nigéria et associée principale d'une société de capital-risque (venture capital) technologique, se disent qu'il est possible pour une femme de réaliser de telles prouesses parce que quelqu'un leur a montré que c'était possible. Elles parviennent ainsi à formuler leurs propres plans de carrière. J'espère que ces femmes se sentiront inspirées et confiantes et pourront suivre leur propre voie et inspirer à leur tour d'autres femmes par la suite.

Je rencontre régulièrement des jeunes femmes à la recherche d'un mentor et je suis toujours ravie de leur venir en aide et de les soutenir. Cela prend du temps, certes, mais c'est important et extrêmement gratifiant à mes yeux, non seulement dans le domaine des STEM mais également en affaires et aujourd'hui dans le secteur public, surtout après mon bref passage au gouvernement. Je souhaite qu'un jour prochain, une femme soit nommée PDG d'une entreprise, élevée à un poste de direction ou élue Présidente d'un pays, que cela soit perçu comme un accomplissement professionnel, comme cela est le cas pour un homme, et non comme une victoire pour la gent féminine.



Capitaux privés

Outre une main-d'œuvre qualifiée, nous avons également besoin de capitaux privés pour bâtir des entreprises qui emploieront la population, qui offriront des services vraiment utiles et qui auront un impact significatif sur l'économie dans son ensemble. Les Institutions Financières de Développement telles que BIO contribuent largement à remplir cet objectif. Elles ont la capacité d'adopter une perspective à long terme et de réaliser des investissements adaptés au contexte spécifique du pays concerné, ce qui favorise d'autres investissements privés. Si une Institution Financière de Développement (IFD) apporte de l'argent, il viendra sûrement à l'idée d'autres personnes « qu'il y a quelque chose à faire ici » et cela stimulera davantage l'activité. Ainsi, nous pouvons continuer de « bondir » et de faire avancer les technologies.

Les capitaux privés sont également les bienvenus car ils exigent une plus grande efficacité. Après la libéralisation du marché nigérian des télécommunications au début des années 2000, plus de 70 milliards de dollars de capitaux privés ont été investis dans l'industrie des TIC au Nigéria. D'une certaine manière, ce sont ces capitaux privés qui ont mis des téléphones portables entre les mains de près de 70 % de la population du pays. Cette arrivée de la téléphonie portable accompagne désormais la création d'entreprises technologiques qui fournissent des services via cette plateforme, ce qui engendre la création d'emplois, attire davantage d'investissements et facilite notre transformation et notre développement numériques.

C'est une véritable chance que de déployer des capitaux afin d'aider ces entreprises et entrepreneurs à se développer et à passer à l'échelon supérieur. Je prends beaucoup de plaisir à exercer mon rôle d'associée au sein de TLcom Capital, une société de capital-risque (venture capital) technologique qui a récemment mis l'accent sur l'Afrique, un sujet que j'ai défendu en tant que décideuse politique à l'époque où j'étais ministre des TIC au Nigéria. Le secteur privé me permet d'avoir un impact direct en travaillant avec certains des entrepreneurs les plus passionnants du continent qui sont essentiels à la restructuration de notre économie.

Dr. Omobola Johnson
Associée du Fonds de capital-risque TLC
et ancienne ministre des TIC au Nigéria

à propos de BIO

notre mission, nos valeurs, le cœur de notre métier

Notre mission

... est de soutenir le développement du secteur privé dans les pays en voie de développement et/ou émergents, pour leur permettre d'accéder à la croissance et au développement durable dans le cadre des Objectifs de Développement Durable, en mettant l'accent sur certains d'entre eux :

1. Éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde
5. Parvenir à l'égalité entre les genres et autonomiser toutes les femmes et les jeunes filles
7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable
8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

Nous investissons directement dans des projets du secteur privé et, à ce titre, nous apportons une contribution structurelle à la croissance socio-économique des pays d'accueil. Le mandat de BIO exige des critères stricts en termes d'objectifs géographiques, d'outils de financement et tout particulièrement d'impact sur le développement.

Dans les pays en voie de développement, l'économie affiche un grand dynamisme. Cependant, l'accès aux financements et aux capitaux à long terme est limité ou inaccessible pour une grande partie de la population. En fait, le système bancaire est généralement inadapté aux besoins des petits entrepreneurs et ne soutient pas l'émergence d'activités génératrices de revenus.

C'est pour cette raison que le soutien au secteur privé est un maillon indispensable de la coopération au développement car il agit comme un catalyseur de la croissance économique. En produisant des biens et des services, les entreprises locales aident à améliorer le niveau de vie de la population, à accélérer le développement technologique et à faire baisser les prix en stimulant la concurrence et en augmentant l'assiette fiscale du pays, ce qui est essentiel au financement des infrastructures, de l'éducation et de la santé.

Nos valeurs

Ouverture d'esprit



Nous sommes ouverts au monde, à de nouveaux projets, de nouvelles idées et la diversité est valorisée

Responsabilité



Nous assumons nos responsabilités dans tout ce que nous faisons, nous tenons nos promesses et recherchons l'excellence

Détermination



Nous souhaitons concrétiser nos ambitions avec des solutions innovantes en faisant preuve d'audace et en prenant des initiatives

Durabilité



Nous voulons créer de la valeur partagée par toutes nos parties prenantes, tisser une collaboration à long terme et proposer des solutions durables.

Notre empreinte

Chaque année, un consultant indépendant évalue les émissions de CO₂ de BIO (chauffage des bureaux, déplacements en avion, consommation de papier, etc.). En 2015 et en 2016, BIO a décidé de contrebalancer la quantité de CO₂ émise en participant à un projet qui soutient l'installation de fours de cuisson au Ouganda (www.savingtrees.org). En 2017, la société a investi dans le projet Paradigm qui vend des fours de cuisson et des purificateurs d'eau (www.theparadigmproject.org), ce qui a valu à BIO l'obtention du certificat « CO₂ neutre » pour la troisième année consécutive. En 2018, l'empreinte carbone de BIO équivalait à 828 tonnes de CO₂, soit près de 200 tonnes de moins qu'en 2017, grâce, entre autres, à un effort accru pour voyager de manière plus responsable. L'empreinte carbone de 2018 sera, une nouvelle fois, compensée par l'engagement de BIO dans des projets de fours de cuisson.



à propos de BIO

nous sommes



des investisseurs socialement responsables

Assurant la promotion d'une approche entrepreneuriale du développement



centrés sur le client

Se focalisant sur l'entrepreneur, le client, le projet et sur l'amélioration de la performance environnementale et sociale



une Institution Financière de Développement (IFD) qui complète les autres IFD

Mettant l'accent sur l'investissement direct et indirect dans les PME (à partir de 1 million d'euros)

Polyglotte et multiculturelle (10 nationalités)

Dotée de processus de prise de décision simples et rapides

Connaissant parfaitement bien l'Afrique Centrale



complémentaires aux investisseurs privés

Donnant la priorité aux PME

Réalisant des investissements à long terme (5-15 ans)

Offrant une assistance technique

Dotés d'une expertise permettant d'évaluer/de gérer les risques structurels plus élevés dans les pays en voie de développement

Se concentrant sur les effets de développement avec un retour sur investissement décent



financement du développement

La création d'emplois est le principal vecteur qui, par l'intermédiaire de la croissance économique, a permis aux pays de sortir de l'extrême pauvreté au cours des dernières décennies. En effet, les rôles fondamentaux du secteur privé et des capitaux privés sont pleinement reconnus dans les Objectifs de Développement Durable.

BIO est une IFD (une Institution Financière de Développement). En ce sens, elle est soutenue par le gouvernement qui investit dans des projets du secteur privé dans les pays à revenu faible et intermédiaire afin de promouvoir la création d'emplois et une croissance économique durable.

Les investissements du secteur privé offrent de nombreux avantages directs et indirects, qui montrent à la fois un effet ascendant et descendant : la création d'emplois (emplois directs) amène la

création d'autres emplois dans les entreprises qui fournissent ou qui sont fournies (emplois indirects et développement de la chaîne de valeur mondiale); l'augmentation des bénéfices conduit à une hausse des recettes publiques; l'amélioration des normes environnementales, sociales et de gouvernance donne l'exemple (démonstrateur) dans la région; l'accès à des biens et à des services publics de base, souvent associé à une amélioration des infrastructures locales.

Les investissements des IFD sont motivés par trois critères de réussite

L'approche des IFD Leur signification

Leur mode de fonctionnement



Additionnalité

Aller là où d'autres investisseurs ne vont pas

Investir dans les zones géographiques, les secteurs et les segments d'activités mal desservis, par exemple :

- Pays les Moins Avancés, Afrique, états en situation de conflit ou sortant d'un conflit
- Secteur financier, agroalimentaire, etc.
- PME

L'approche à long terme permet aux IFD d'investir dans les segments à plus haut risque des pays en voie de développement



Effet catalyseur

Ouvrir la voie à ceux qui suivront

Montrer à d'autres investisseurs comment intervenir dans des environnements à haut risque

Prendre l'initiative dans des secteurs sous-développés

Mobiliser d'autres investisseurs

L'expertise des IFD, les normes qu'elles définissent et les connaissances qu'elles partagent permettent à d'autres d'investir dans les pays en voie de développement



Durabilité des projets

Réduire la dépendance à l'aide

Créer des sources durables et croissantes de recettes fiscales pour les gouvernements

Promouvoir des normes ESG d'un niveau élevé

Aider à créer des sources durables de recettes fiscales pour les gouvernements

Servir les canaux pour la mise en œuvre d'une politique responsable



L'histoire des institutions financières européennes de développement

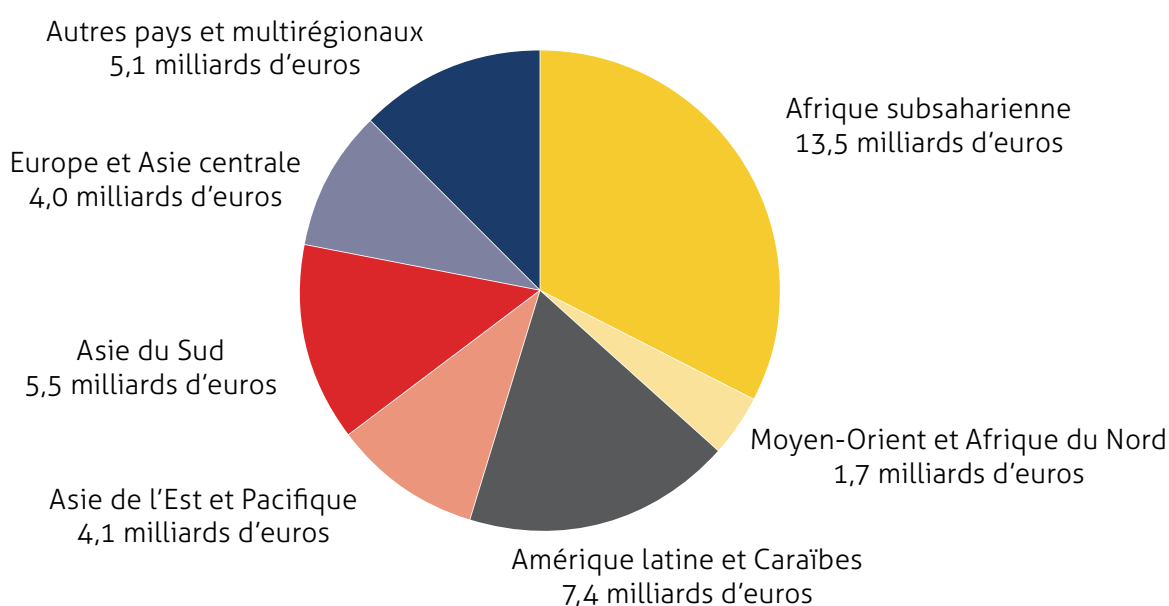
L'Association des Institutions Financières Européennes de Développement (EDFI) a été créée en 1997 par sept IFD européennes pour renforcer la coopération et faciliter le partage des connaissances et l'apprentissage. Au fur et à mesure, d'autres institutions ont rejoint l'Association, qui compte aujourd'hui quinze membres : BIO, Belgique – CDC, Royaume-Uni – COFIDES, Espagne – DEG, Allemagne – FINNFUND, Finlande – FMO, Pays-Bas – IFU/IO, Danemark – NORFUND, Norvège – OeEB, Autriche – PROPARCO, France – SBI/BMI, Belgique – Sifem, Suisse – SIMEST, Italie – SOFID, Portugal – SWEDFUND, Suède



L'EDFI a l'ambition de jouer un rôle majeur pour aider ses membres à répondre au nouveau paradigme du développement en renforçant sa communication et en ajoutant plus de ressources. L'EDFI possède une société de gestion qui pilote ElectriFI et AgriFI, des installations financées par l'Union européenne aux fins de favoriser l'accès à l'énergie et à l'agroalimentaire et d'autres installations qui sont en cours de préparation.

Portefeuille européen 2018 des IFD

portefeuille consolidé	nombre d'investissements
41,2 milliards d'euros	5.665



progresser vers les objectifs de développement durable

En 2015, les Nations Unies ont fixé 17 « Objectifs de Développement Durable » à atteindre d'ici 2030. BIO soutient et contribue à tous ces objectifs, à la fois directement à travers ses investissements et indirectement à travers des partenariats avec les parties prenantes.



BIO investi dans des projets du secteur privé et contribue de manière structurelle et positive à la croissance socio-économique des pays hôtes et de leur population, conformément à l'ODD 1 : *Éradication de la pauvreté*. Pour réaliser sa mission, BIO investit dans des PME, des infrastructures (principalement les énergies renouvelables) et dans le secteur financier (fonds d'investissement, microfinance et banques pour PME) et contribue ainsi aux ODD 5, 7, 8, 9 et 10. Selon les secteurs, les activités de BIO jouent un rôle dans des ODD supplémentaires. Par ailleurs, BIO collabore avec ses clients pour respecter les meilleures pratiques et normes environnementales, sociales et de gouvernance internationales.



BIO investit dans des projets qui offrent aux femmes un meilleur accès aux emplois, finances, produits et services qui s'attaquent aux principaux obstacles à leur implication et à leur réussite économiques. En 2018, BIO a approuvé des investissements dans deux institutions financières et un fonds qui viennent en aide aux femmes entrepreneurs et qui font la promotion de l'éducation, de l'employabilité et de l'autonomisation des femmes.

Toujours en 2018, BIO a approuvé la participation à un fonds qui investira dans les secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies propres. L'accent sera mis sur 4 secteurs clés : l'efficacité énergétique, la chaîne de valeur des énergies propres, l'eau et les produits et services environnementaux (déchets, alimentation et agriculture, logistique et matériaux).



Tous les investissements de BIO contribuent à la croissance économique locale, grâce à la création d'emplois, à l'augmentation de la production, à l'impact positif sur les exportations et à l'accès aux services financiers. Le secteur privé joue un rôle primordial dans le soutien et la création d'emplois et dans l'augmentation des salaires, jetant ainsi les bases qui permettent de réduire la pauvreté.

Les entités du portefeuille de BIO profitent d'un transfert de savoir-faire et d'un renforcement des capacités. Les entreprises technologiques peuvent également améliorer considérablement la vie des communautés rurales grâce à des solutions qui font progresser la productivité et les ventes et qui réduisent les dépenses, les conditions de travail difficiles, ainsi que l'exposition aux risques.



Les institutions de microfinance touchent davantage de personnes à faible revenu et/ou qui sont actives dans des zones rurales reculées. BIO a approuvé quatre projets de microfinance en 2018 destinés à encourager la croissance de l'économie locale et l'inclusion financière de petites et des moyennes entreprises.

changer le monde une bouchée à la fois

Rendre le chocolat belge encore plus savoureux et plus durable. Voici l'ambition commune du secteur belge du chocolat et du commerce de détail, de la société civile, des investisseurs socialement responsables et des universités. Sous l'impulsion du vice-premier ministre, Alexander De Croo, cette ambition commune s'est traduite par un partenariat baptisé Beyond Chocolate pour un chocolat belge durable en 2018. À travers ce partenariat, les parties s'engagent à lutter contre le travail des enfants et contre la déforestation et à garantir un revenu viable aux producteurs locaux de cacao.

Le chocolat belge est réputé dans le pays et à travers le monde notamment pour sa qualité élevée. Néanmoins, outre son niveau de qualité, les consommateurs de chocolat belge doivent aussi pouvoir compter sur la durabilité maximale du produit. C'est pour cette raison que le vice-premier ministre, Alexander De Croo, a pris l'initiative de créer Beyond Chocolate, un partenariat qui vise à travailler avec du chocolat belge durable. Les organisations de développement durable, The Shift et IDH the Sustainable Trade Initiative, ont joué un rôle de coordinateur dans le cadre de la création de Beyond Chocolate.

Engagements

Avec le partenariat Beyond Chocolate, tous les signataires s'engagent à travailler ensemble sur tout un éventail de défis dans le domaine du chocolat durable, comme par exemple la lutte contre la déforestation et contre le travail des enfants ainsi que la garantie d'un revenu viable pour les produits locaux à base de cacao. Concrètement, cela signifie que tout le chocolat belge

produit ou commercialisé en Belgique répond à une norme de certification pertinente ou est fabriqué à partir de produits de cacao issus de programmes de développement durable spécifiques à l'entreprise d'ici la fin 2025 au plus tard.

Tous les accords entre les gouvernements et les partenaires privés qui relèvent de la Cacao & Forests Initiative doivent également être pleinement respectés d'ici la fin 2025 au plus tard. Il s'agit principalement de mettre un terme à la déforestation dans les deux principaux pays producteurs de cacao, le Ghana et la Côte d'Ivoire. L'impact du secteur de la production de chocolat belge sur la déforestation doit avoir cessé d'ici 2030. D'ici là, tous les producteurs de cacao doivent également gagner au moins un revenu vital.

SDG Charter for International Development

Beyond Chocolate s'appuie sur la Belgian SDG Charter for International Development créée il y a deux ans, laquelle rassemble le secteur privé, la société civile et le gouvernement autour des 17 ODD des Nations Unies.

objectifs de développement de BIO

Nous utilisons un outil interne d'évaluation du développement ex-ante pour structurer et documenter la logique de développement des investissements de BIO. Celui-ci indique comment et dans quelle mesure l'investissement doit contribuer aux Objectifs de Développement de BIO (ODB). Tous les investissements sont évalués en fonction de leur contribution attendue aux ODB. Ces huit objectifs ont été fixés en 2015, lors du déploiement du nouveau cadre d'évaluation du développement.



Croissance économique locale : Contribuer à la création d'emplois, à la croissance des PME et aux effets d'importation et d'exportation



Consolidation du secteur privé/Innovation : Apporter des nouveaux savoir-faire ou de nouvelles technologies dans le pays, consolider ou structurer le marché local en créant des liens en amont et en aval entre les entreprises, contribuer à la création de nouveaux types d'institutions ou à la mise à disposition de nouveaux produits ou de produits améliorés



Inclusion financière : Fournir des services financiers, de crédit, d'épargne, de paiement, de transfert et d'assurance aux segments de la population qui en sont exclus, notamment les micro-entrepreneurs

Les investissements qui ont été approuvés par BIO en 2018 devraient avoir un impact majeur sur les objectifs *Croissance économique locale* et *Consolidation du secteur privé/Innovation*, principalement grâce à un meilleur accès au financement pour les MPME (micro-, petites et moyennes entreprises), améliorant ainsi la balance commerciale et encourageant la création d'emplois, la croissance des PME et le paiement des impôts. Notre investissement dans Cofina va favoriser indirectement la croissance économique locale puisque cette institution de « mésofinance » soutient les micro-entrepreneurs et les PME locales à travers des prêts. L'objectif *Inclusion financière* reste une priorité pour BIO, avec notamment un investissement dans I&P Afrique Entrepreneurs, grâce à qui les entités du portefeuille profiteront d'un transfert du savoir-faire et d'un renforcement des capacités du gestionnaire de fonds.



Sécurité alimentaire et développement rural : Améliorer les opportunités économiques pour les petits agriculteurs, créer des emplois formels dans les zones rurales et contribuer à la disponibilité de produits alimentaires sur les marchés locaux

En 2018, BIO a approuvé un seul projet direct en agriculture (Babban Gona) bien qu'elle ait investi indirectement par le biais de fonds de placements privés actifs dans l'agriculture et de prêts d'IMF dans

les zones rurales, contribuant ainsi au renforcement du développement rural et du secteur agricole (IMF Enda en Tunisie et le fonds de placements privés Omnivore Partners en Inde).



Accès aux services et aux biens de base : Fournir à la population l'accès à des services et à des biens de base. Ceux-ci comprennent l'énergie, le logement, l'eau, la santé, l'éducation et la communication, mais pas les services alimentaires et financiers qui eux sont couverts par d'autres ODB

En raison du manque de nouveaux engagements pour les infrastructures, les résultats de l'objectif *Accès aux services et aux biens de base* sont plus bas que ceux de l'an passé. Néanmoins, grâce aux investissements dans des fonds de placements privés, BIO dispose d'un certain impact sur les entreprises des secteurs de la santé et de l'éducation.



Lutte contre le changement climatique et préservation des ressources naturelles : Améliorer l'efficacité énergétique et créer une offre et un accès aux énergies renouvelables ; préserver les ressources naturelles, en particulier l'eau et les forêts

Comme aucun investissement direct dans les énergies renouvelables n'a été approuvé en 2018 les résultats de l'objectif premier *Lutte contre le changement climatique et préservation des ressources naturelles* seront plus bas que ceux des années précédentes.



Genre : Autonomiser les femmes et créer des opportunités d'affaires pour ces dernières

Promotion des meilleures pratiques ESG : Offrir des opportunités d'améliorer les normes ou, si les entités du portefeuille appliquent déjà d'excellentes pratiques, promouvoir ces dernières auprès de leurs pairs

Additionnalité financière : L'additionnalité sur le marché local, à travers notamment la mise en place d'une échéance, le type de garantie, le déficit de financement ou un sceau d'approbation.

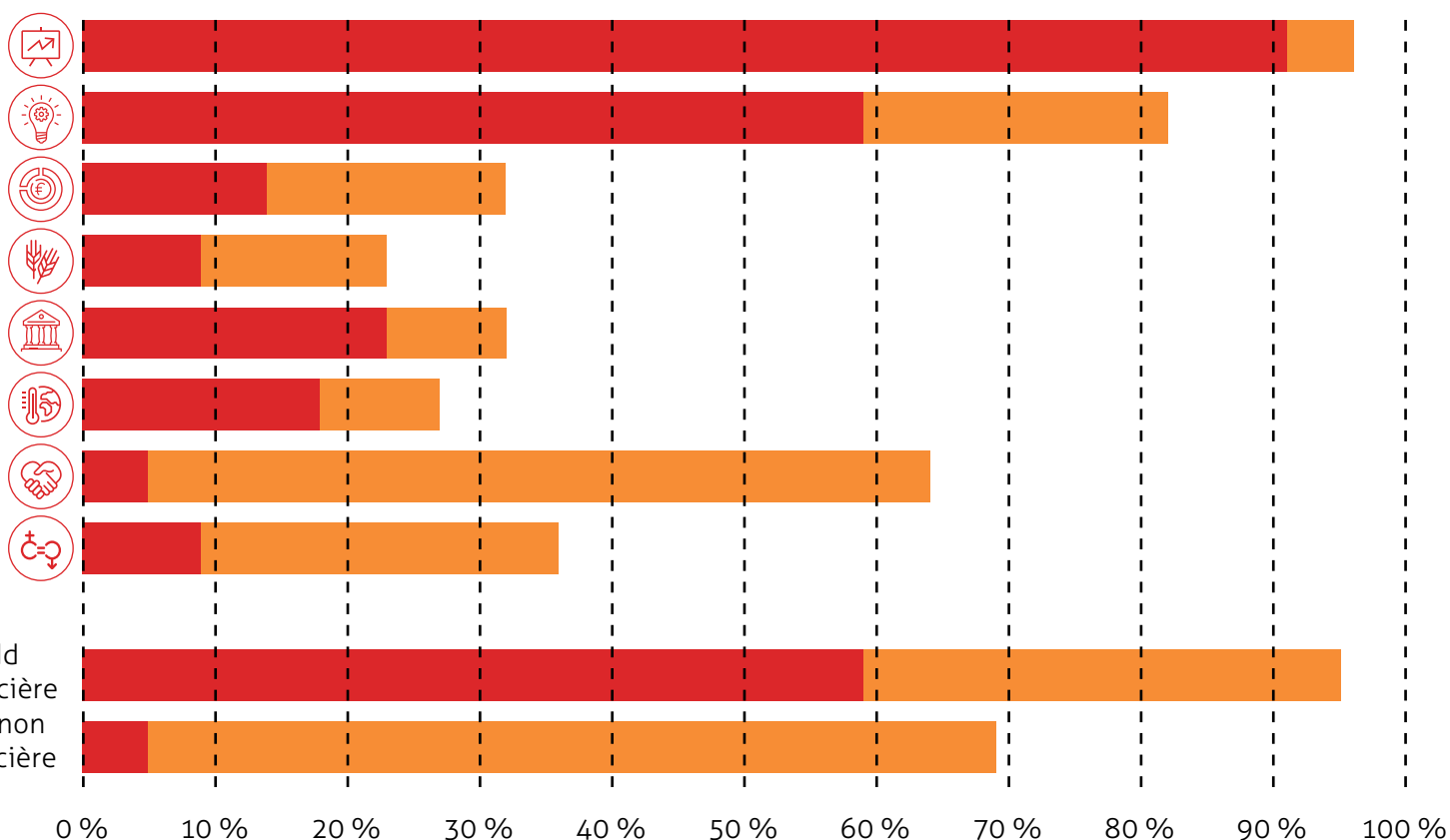
Additionnalité non financière : Les services qui vont au-delà du financement, tels que l'amélioration des pratiques ESG, le besoin défini ex-ante ou une prestation d'assistance technique.

La promotion de l'Égalité des genres et des Meilleures pratiques environnementales, sociales et de gouvernance internationales (ESG) est un objectif transversal du développement. Tous les deux sont souvent considérés comme un objectif secondaire attendu de l'investissement. Il est prévu que 86 % des projets auront un impact positif sur la promotion des meilleures pratiques ESG. Soit une entité du portefeuille possède déjà d'excellentes pratiques et dans ce cas l'investissement peut servir d'exemple pour ses pairs, ou alors, lorsque les pratiques ne répondent pas à la norme, l'investissement de BIO crée une possibilité d'amélioration. Enfin, en ce qui concerne l'objectif du Genre, plus de 36 % des projets intègrent des objectifs spécifiques liés au genre à travers le rôle important que jouent les femmes

dans la gouvernance de l'entreprise et la création d'opportunités économiques pour les femmes.

Autre élément de l'évaluation du développement ex-ante : la valeur ajoutée attendue que BIO apporte au projet d'investissement, tant sur le plan financier que non financier. L'Additionnalité financière concerne l'additionnalité de BIO sur le marché financier local, à travers notamment la mise en place d'une échéance, le type de garantie, le déficit de financement ou un sceau d'approbation. L'Additionnalité non financière concerne les services de BIO qui vont au-delà du financement, tels que l'amélioration des pratiques ESG, le besoin défini ex-ante ou une prestation d'assistance technique.

■ Objectif primaire ■ Objectif secondaire



que peut faire BIO pour vous ?

Instruments : dette et capital

Financement : en €, \$ ou devise locale

Secteurs : Tous les secteurs, sauf ceux figurant sur la liste d'exclusion de la IFC et des EDFI

 www.ifc.org/exclusionlist

 www.edfi.eu/policy

Préférence pour :



Agriculture et agroalimentaire



Secteur financier ciblant les micro-, petites et moyennes entreprises

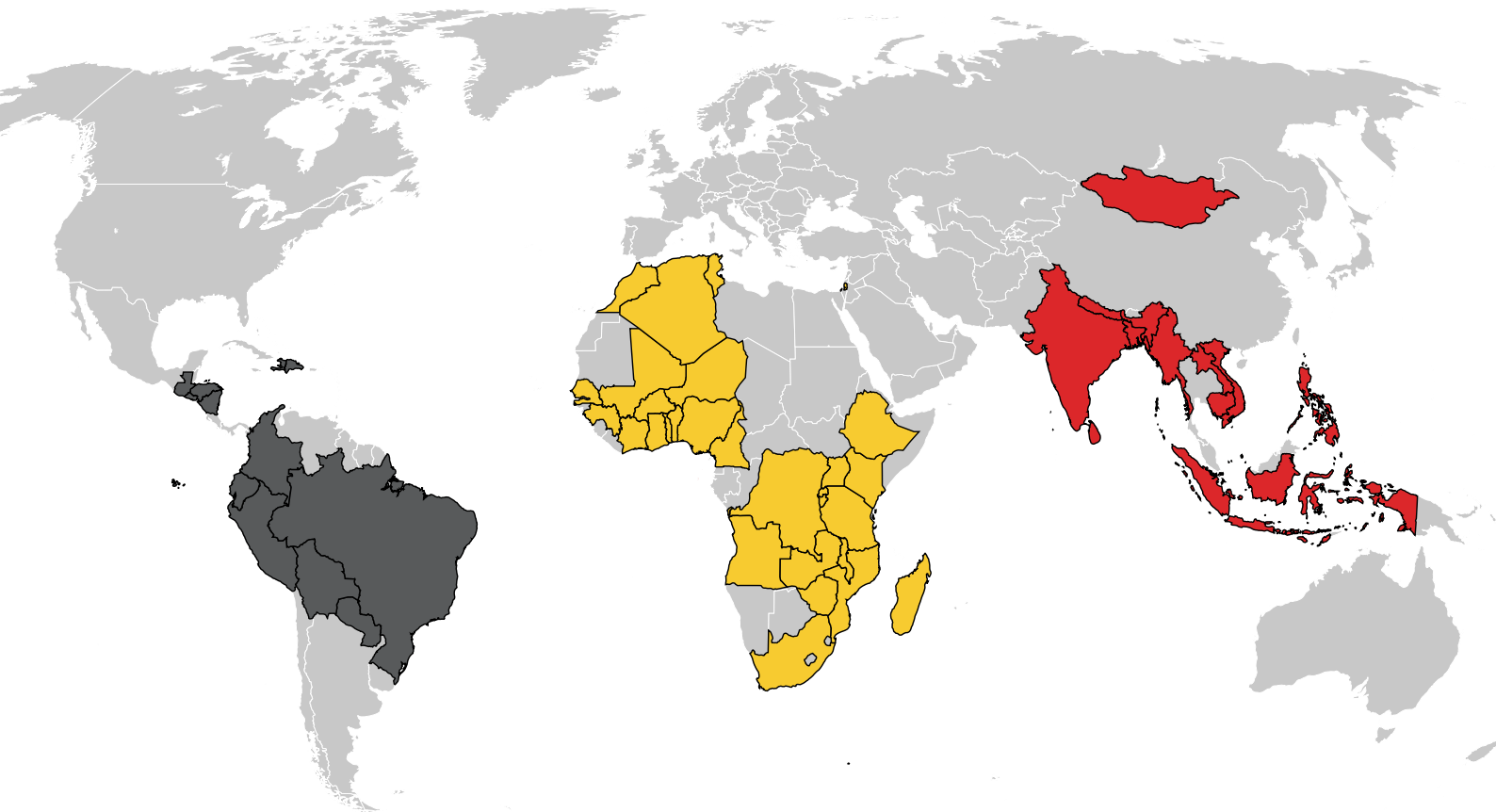


Énergie renouvelable



Services de base à la population

Pays éligibles



Amérique latine

Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou, République dominicaine.

Afrique

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, Nigeria, Palestine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Togo, Tunisie, Uganda, Zambie, Zimbabwe

Asie

Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, Laos, Mongolie, Myanmar, Népal, Philippines, Sri Lanka, Vietnam

Sociétés et fonds d'investissement



Montant :
1 – 10 M €

Cible :
Fonds de placements privés pour les PME, les infrastructures et la microfinance

Pour de plus amples informations ou pour présenter un dossier, envoyez un mail à fif@bio-invest.be

Institutions financières



Montant :
Minimum 1-15 M €

Cible :
Institutions financières soutenant le secteur des micro- et petites entreprises

Prêts :
Maturité : 3 – 10 ans (grâce max. : 3 ans)

Capital :
BIO ne peut prendre que des participations minoritaires

Pour de plus amples informations ou pour présenter un dossier, envoyez un mail à fif@bio-invest.be

Entreprises



Montant :
Minimum 1 M €

Cible :
Entreprises existantes dans l'agroalimentaire, l'industrie, les services à la population (santé et éducation), l'efficacité énergétique

Prêts :
Maturité : 3 – 10 ans

Pour de plus amples informations ou pour présenter un dossier, envoyez un mail à entreprises@bio-invest.be

Infrastructure



Montant :
3 – 15 M €

Cible :
BIO est en mesure de soutenir des projets d'infrastructure fournissant des services de base à la population et à l'écosystème entrepreneurial, y compris, mais sans s'y limiter, l'énergie renouvelable, les télécommunications, les transports et la logistique.

Prêts :
Maturité : jusqu'à 15 ans

Pour de plus amples informations ou pour présenter un dossier, envoyez un mail à infrastructure@bio-invest.be

Business Development Support Fund



Qui peut déposer un dossier ?

Les clients actuels et potentiels de BIO peuvent proposer des projets conformes à la stratégie d'investissement de BIO et aux critères d'éligibilité des pays.

Contribution du client

Une contribution financière est demandée aux clients ; le pourcentage de cette dernière est basé sur leur capacité financière et fait l'objet d'un examen au cas par cas. Pour les Études de faisabilité, il est demandé aux clients de couvrir au moins 50 % des coûts éligibles.

Coûts éligibles et soutien maximal

Coûts éligibles : honoraires et dépenses d'experts ; coûts spécifiques liés au projet, tel que les frais de séminaire, etc.

Coûts non éligibles : coûts d'exploitation et d'investissement
Les projets en cours et les coûts déjà engagés

Étude de faisabilité : max 100.000 € par client

Autre soutien : max 350.000 € par client

Pour de plus amples informations ou pour présenter un dossier, envoyez un mail à supportfund@bio-invest.be

Les solutions BIO entreprises



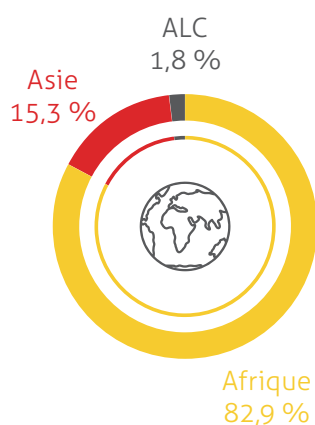
Les PME ont un rôle fondamental dans la croissance économique des pays en voie de développement. Elles sont, à travers la création d'emplois qu'elles génèrent, des acteurs clés de la lutte contre la pauvreté. Elles contribuent également à la diffusion de l'expertise et au renforcement de la cohésion sociale en développant des chaînes de valeur locales et en augmentant les recettes gouvernementales.

L'accès au crédit reste cependant un obstacle majeur pour bon nombre d'entrepreneurs, contraints de laisser passer des opportunités. C'est pour cette raison que BIO propose un financement et une assistance technique à moyen et long terme qui permet de renforcer les capacités de gestion et

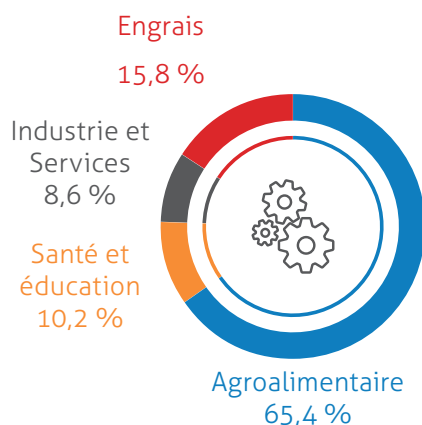
d'accélérer le transfert du savoir-faire. Pour ce faire, l'accent est mis sur le développement responsable, la gouvernance éthique et transparente et un engagement strict envers les normes sociales et environnementales.

Engagements nets (12/2018) – 65,5 M € – 27 projets

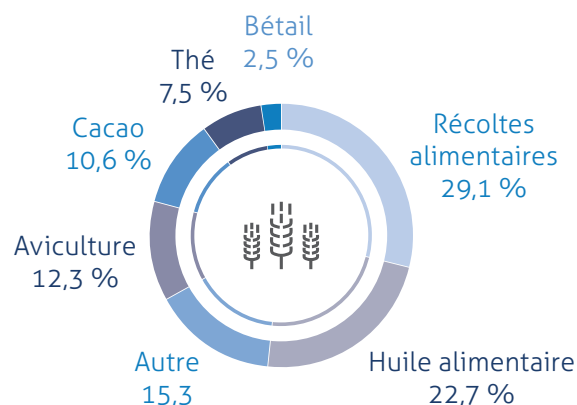
Régions



Secteurs



Sous-secteurs de l'agroalimentaire



redonner à l'afrique

enko education

Je m'appelle Bamidele Akinbo et je suis directrice de l'école internationale Enko La Gaieté, de Yaoundé, au Cameroun.

Quand nous avons créé cette école il y a environ deux ans et demi, nous avons fait face à de nombreux obstacles. Nous n'avions pas de référence et il était par conséquent difficile de faire connaître l'école. Malgré cela, plusieurs parents ont inscrit leurs enfants chez nous et, à l'heure actuelle, nous sommes en mesure de vous présenter de bons résultats : 95 % de nos élèves diplômés se sont vu proposer de généreuses bourses d'études dans les meilleures universités du monde.

À mes yeux, Enko est un endroit unique pour les élèves car au sein des écoles Enko, ils donnent du sens à ce qu'ils apprennent. Nous leur donnons les clés pour s'engager, effectuer des recherches, apporter leur contribution et avoir leurs propres opinions. Chez nous, il ne s'agit pas d'une approche à

sens unique où les élèves sont assis et prennent des notes pendant que l'enseignant parle.

J'ai choisi de rejoindre Enko Education car cette plateforme me permet de redonner à l'Afrique. Ayant pu constater par moi-même les opportunités qu'offre un baccalauréat international aux étudiants et aux enseignants, j'ai décidé de revenir en Afrique pour le proposer à d'autres personnes.




Nous sommes très probablement l'une des écoles préparant au baccalauréat international les plus abordables au monde. À mon sens, il s'agit là d'un acte philanthropique par nature. C'est innovant et je suis ravie de pouvoir y participer à ma manière.

Bamidele a eu l'opportunité de vivre en Chine, à l'Île Maurice et en Afrique du Sud avant de s'installer au Cameroun en tant que directrice de l'école internationale Enko La Gaieté, la première du réseau Enko Education.

Faits et chiffres

Secteur	Entreprise	Sous-secteur	Éducation
Région	Afrique		
Instrument	Dette	Montant	2 M €

Impact sur le développement

-  Croissance économique locale : D'ici 2025, Enko Education prévoit d'employer plus de 870 enseignants, ce qui aura des effets considérables sur l'emploi.
-  Consolidation du secteur privé/Innovation : Enko Education propose un programme de grande qualité à un prix compétitif qui cible la population locale. En soutenant la création de 5 écoles supplémentaires, BIO joue un rôle primordial dans le transfert du savoir-faire aux enseignants dans les pays des nouvelles écoles.
-  Accès aux services et biens de base : Enko Education propose un enseignement de grande qualité à la population locale.

Enko Education a pour mission de faciliter l'accès des diplômés africains du secondaire aux meilleures universités du monde grâce à un enseignement international de grande qualité. La société a développé un modèle innovant et abordable d'écoles secondaires internationales qui préparent les élèves au baccalauréat international et qui représente un réel tremplin pour rejoindre les meilleures universités du monde.

L'entreprise a vu le jour en 2003. À ce jour, ils ont développé un réseau de 13 écoles réparties entre le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Mozambique, le Sénégal et l'Afrique du Sud. L'investissement de BIO a aidé au lancement de quatre écoles et a permis la création de deux écoles supplémentaires au sein du réseau.

Le segment de la classe moyenne offre le potentiel le plus grand pour l'enseignement privé en Afrique. Il y a un véritable fossé entre les écoles privées peu coûteuses qui proposent un programme national (moins de 500 dollars par mois) et les écoles internationales inabordable (plus de 6.000 dollars). Enko Education est la seule à proposer une solution intermédiaire en rendant accessible le baccalauréat international aux élèves issus de la classe moyenne africaine. En outre, elle offre des bourses d'études à 10 à 20 % de ses élèves pour faciliter l'accès des personnes les plus démunies à une éducation internationale exceptionnelle. Enko Education renforce les capacités locales en recrutant des enseignants locaux et en les formant de manière intensive.

les solutions BIO

institutions financières



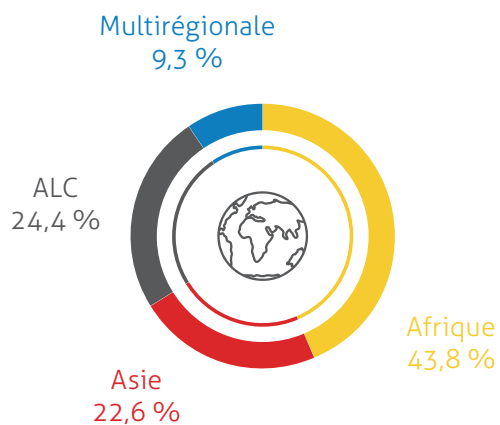
L'un des objectifs principaux de BIO consiste à améliorer l'accès au financement pour les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME). Pour cela, BIO renforce l'autonomie des entrepreneurs et contribue à la croissance économique locale.

Les institutions financières sont le principal canal pour desservir ce « fossé intermédiaire » (missing middle) composé d'entreprises ayant des besoins en capital entre 100 dollars (micro-activité) et 500.000 dollars (PME). Elles fournissent les connaissances sur le marché, les canaux de distribution, les produits, les processus et les contrôles nécessaires pour assurer la croissance de ce segment de l'économie. C'est pourquoi BIO achemine une part importante des

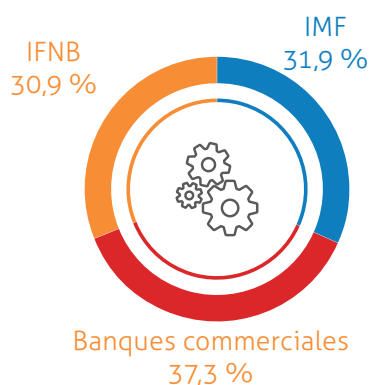
investissements via des institutions financières, qui, à leur tour, soutiennent directement les MPME. De cette manière, BIO incite ces institutions à adhérer aux Principes de Protection des Clients (PPC) et aux normes environnementales et sociales élevées. BIO met également à disposition une assistance technique pour renforcer la capacité et l'efficacité internes des institutions.

Engagements nets (12/2018) – 302,1 M € – 38 projets

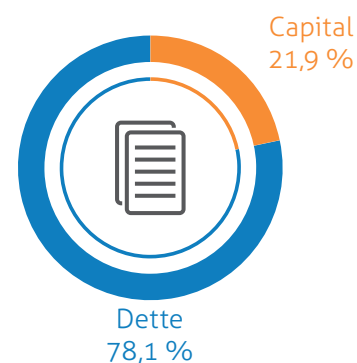
Régions



Secteurs



Type



aller au-delà

citizens development business finance

Je m'appelle Mahendra et je dirige un restaurant depuis 20 ans. J'ai découvert CDB en 2008 et je suis cliente depuis ce jour.

J'ai participé à l'introduction de CDB sur le marché boursier et j'ai réussi à en tirer des bénéfices. Ils encouragent également à épargner et leur équipe collecte personnellement nos dépôts. Leur flexibilité nous aide à bien fonctionner. Non seulement nous avons gagné du temps, mais nous avons aussi réussi à augmenter le montant de notre épargne avec CDB. Leur service client est sans égal : ils proposent des services individualisés, c'est très important à mes yeux.



Je suis Ann Jayawardane et cela fait maintenant deux ans que je suis cliente de CDB. J'ai rejoint CDB il y a deux ans, lorsque je suis rentrée de l'étranger pour m'installer au Sri Lanka et CDB a été incroyable. Notre société, qui gère une activité logistique, avait besoin d'une entreprise qui puisse financer nos véhicules et CDB est intervenu bien au-delà de nos espérances. Ils nous ont énormément aidés et sans eux nous n'en serions pas là aujourd'hui.



Mahendra & Ann sont à la fois entrepreneurs et clients de Citizens Development Business Finance.

Faits et chiffres

Secteur	Institution financière	Sous-secteur	Institution financière non bancaire
Région	Sri Lanka, Asie		
Instrument	Dette	Montant	9,5 M €

Impact sur le développement



Croissance économique locale : Offrir des services financiers qui comprennent l'épargne, les dépôts, les prêts, les facilités de crédit-bail, les cartes de crédit et les services de change aux entreprises qui génèrent de l'emploi, qui ont un impact sur le développement de l'économie et sur la taille de leurs activités.



Inclusion financière : CDB est une Institution financière non bancaire qui offre une gamme complète de services financiers aux particuliers et aux PME. CDB se focalise sur le crédit-bail de véhicules et propose depuis peu de temps d'autres prêts adossés à des actifs. CDB offre d'autres produits financiers en amont de ses produits de prêt, comme par exemple des services de change et de transfert d'argent.

Citizens Development Business Finance PLC (CDB) est une Institution financière non bancaire (IFNB) située au Sri Lanka qui offre des services financiers complets, y compris le crédit-bail de véhicules. Créée en 1995, CDB est devenue une institution de dépôt public en mai 2009 et est aujourd'hui l'une des 5 plus grandes IFNB du pays avec un actif de 91,9 milliards LKR (467,7 millions d'euros). CDB, ardent défenseur de la durabilité, assume à la fois un rôle de

perturbateur dans l'activité d'intermédiaire financier et un rôle de gestionnaire d'entreprise socialement et écologiquement responsable.

À travers son investissement, BIO soutient la croissance de CDB axée sur l'offre de produits de prêt aux micro- et petits entrepreneurs et aux entrepreneurs ruraux mal desservis par les banques commerciales qui visent le segment supérieur du marché des PME.

Les solutions BIO

sociétés et fonds d'investissement



En 2018, les investissements dans des fonds restent au cœur de la stratégie de BIO. Il s'agit là d'un moyen idéal pour développer un portefeuille diversifié, pour offrir aux entrepreneurs un capital à long terme et pour renforcer le modèle économique des PME concernées.

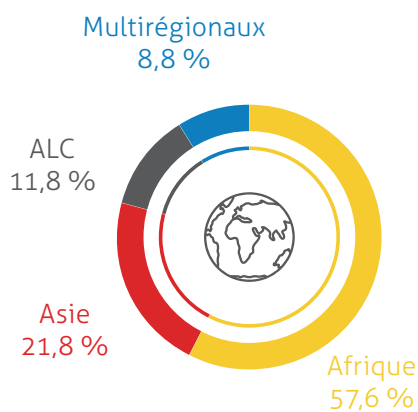
Pour ses investissements dans des fonds, BIO sélectionne des responsables qui sont bien implantés dans les pays cibles et qui peuvent suivre leurs projets de près. En travaillant main dans la main avec d'autres investisseurs de poids au sein de secteurs, de régions et d'étapes spécifiques de l'activité, BIO se constitue un portefeuille diversifié et pertinent. Les investissements en fonds apportent également un soutien à la croissance des sociétés sous-jacentes et contribuent au développement du secteur privé. Ainsi, de nouveaux services et de

nouveaux produits peuvent être créés conjointement avec une amélioration de la compétitivité et de la création d'emplois. L'augmentation de la recette fiscale qui en résulte est également bénéfique aux gouvernements locaux.

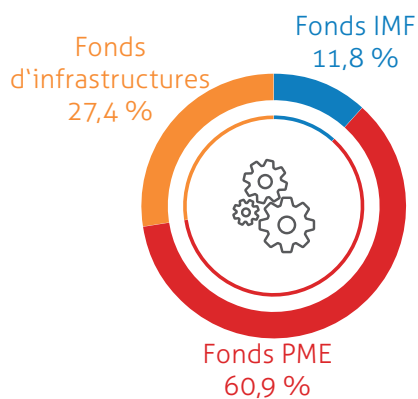
De plus, BIO sélectionne toujours des équipes de gestion active des fonds dont le rôle est capital dans l'amélioration des normes environnementales, sociales et de gouvernance des entreprises concernées.

Engagements nets (12/2018) – 243,7 M € – 46 projets

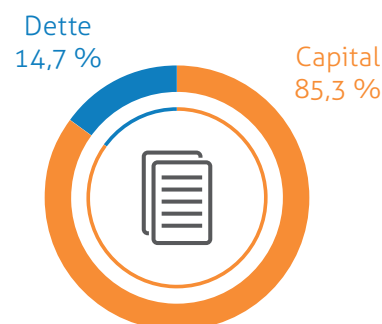
Régions



Secteurs



Type



une promenade dans les bois

asff II

Des opportunités uniques

La croissance démographique et économique donne lieu à une augmentation des demandes de produits sylvicoles. Les opportunités d'investissement dans les secteurs sylvicoles à travers l'Afrique subsaharienne foisonnent. Toutefois, un manque d'information, de capitaux et de compétences de gestion génère des marchés inefficaces. C'est pour pallier à ce manque que l'ASFF réhabilite et restructure les plantations forestières afin d'améliorer la productivité, de développer la fabrication en aval et d'utiliser les déchets de bois pour produire de l'énergie. La certification FSC et les normes de la SFI sur l'agrosylviculture sont les principaux critères d'investissement. Aujourd'hui, le principal défi est d'être à la fois économiquement et écologiquement durable.






La population locale

Les relations avec la population locale sont consciencieusement évaluées au cours du processus de diligence raisonnable (due diligence). Le fonds crée également un dialogue directement avec la population et par l'intermédiaire de tiers afin de minimiser les perturbations occasionnées par les plantations forestières dans lesquelles ASFF investit, tout en développant des stratégies pour améliorer le bien-être de la population locale. Grâce à cette approche, le premier fonds a déjà créé plus de 8.500 postes et vient en aide à plus de 3.000 PME, telles que des entrepreneurs et des prestataires de services. Le fonds veut également catalyser d'autres acteurs clés, comme par exemple les petits exploitants, afin d'avoir un impact sur la gestion durable des forêts et la réduction de la pauvreté.

Faits et chiffres

Secteur	Sociétés et fonds d'investissement	Sous-secteur	Fonds PME
Région	Afrique		
Instrument	Capital	Montant	4,1 M €

Impact sur le développement

-  Croissance économique locale : ASFF II fournit des capitaux supplémentaires à moyen et long terme au secteur sylvicole d'Afrique ;
-  Consolidation du secteur privé : Le secteur sylvicole est considéré comme risqué et est par conséquent mal desservi par les institutions financières.
-  Sécurité alimentaire et développement rural : L'ASFF II cherchera à développer une approche commerciale inclusive avec les petits exploitants.
-  Lutte contre le changement climatique et préservation des ressources naturelles : ASFF II n'investira que dans des plantations forestières certifiées/certifiables FSC et investira dans des projets d'efficacité énergétique (valorisation de la biomasse forestière).
-  Promotion des meilleures pratiques ESG : Les normes de performance de la SFI sont également abordées et incluses dans l'évaluation globale et une attention toute particulière est portée aux transactions pour lesquelles la certification FSC ne peut pas être obtenue immédiatement ou n'est pas applicable.

L'Africa Sustainable Forestry Fund (ASFF) II investit dans des plantations forestières durables et dans des installations de transformation qui ont pour but de conduire à la restructuration et au développement proactifs de la sylviculture africaine et d'aider à réduire le fossé croissant entre l'offre et la demande de produits sylvicoles. Le fonds dispose d'un portefeuille de projets innovants d'aménagement

forestier basés dans les zones rurales d'Afrique qui apportent une grande variété d'avantages environnementaux, sociaux et économiques à la population environnante. ASFF II est un fonds d'investissement à capital fixe de 12 ans, incorporé en tant que société à responsabilité limitée à Maurice.

les solutions BIO infrastructure



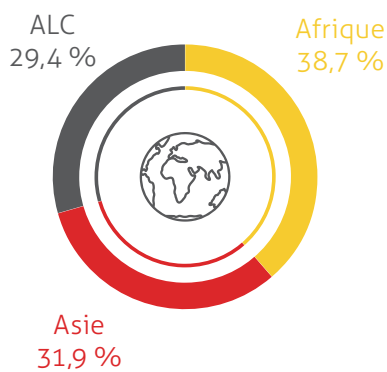
L'accès adéquat aux infrastructures est un service de base pour la population et est également indispensable pour la croissance économique ainsi que pour la durabilité des activités du secteur privé.

BIO investit dans des projets dans le but d'accroître les services basiques pour la population, y compris l'accès à l'énergie, à l'eau, aux télécommunications et aux transports. Au cours des dernières années, BIO a fait de l'énergie renouvelable sa priorité (y compris l'énergie solaire, hydroélectrique et éolienne) ce qui a permis non seulement d'améliorer l'accès à l'énergie et d'en réduire les coûts, mais également de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de lutter contre le changement climatique. BIO a soutenu des projets en réseau et hors réseau et a été en mesure d'offrir un financement à long terme bien adapté à la capacité

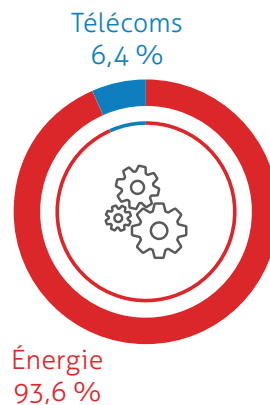
de remboursement des projets. BIO a pris acte d'une approche à deux volets : l'approche « suivre l'exemple » des gros projets des grandes IFD et l'approche « prendre l'initiative » pour les plus petits projets (jusqu'à 20 MW). Au-delà du capital et de la dette, BIO peut soutenir le développement de projets en proposant l'accès à des subventions pour des études de faisabilité et des études techniques. BIO attache également une attention toute particulière à ce que ces projets soient exécutés en bonne coopération avec la population locale et dans le respect des normes environnementales et sociales élevées.

Engagements nets (12/2018) – 165,4 M € – 18 projets

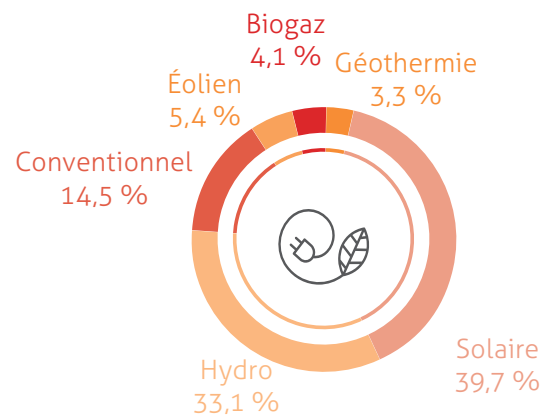
Régions



Secteurs



Sous-secteurs de l'énergie



Le plaisir de créer quelque chose de nouveau

bósforo

Mon père est américain et a déménagé au Salvador lorsqu'il a rencontré ma mère qui est salvadorienne. Je suis né au Salvador et j'ai fait mes études secondaires et supérieures tout comme mon premier emploi en Floride. J'ai déménagé en Colombie, puis au Mexique et je suis finalement revenu vivre au Salvador. Il y fait bon à vivre et il n'y a rien de tel que d'être entouré de sa famille et de ses amis d'enfance et nous avons plutôt une belle vie ici : de belles plages, des montagnes et ma famille possède des plantations de café, nous avons donc la chance de toujours nous rendre dans de beaux endroits le week-end.

L'engouement pour le solaire a débuté dans le pays lorsque le gouvernement salvadorien a décidé de promouvoir l'investissement dans les énergies renouvelables du pays, dans le cadre de sa politique énergétique. En 2016, AES a pris part à une vente aux enchères que nous avons perdue de peu et la même année, nous avons investi dans des projets d'énergie décentralisée. Nous étions à la recherche de dix sites où la demande locale pouvait absorber la capacité de production d'une centrale de 10 MW, tous conçus de manière identique. Nous avons fondé Bósforo en coentreprise avec CMI, une société du Guatemala.

Au sein d'AES nous souhaitons améliorer les conditions de vie du pays en créant un avenir énergétique plus sûr et plus respectueux de l'environnement, notamment grâce aux projets comme Bósforo. Bien que l'énergie

solaire au Salvador soit un marché relativement restreint, la production d'énergie renouvelable continue de croître, y compris d'autres énergies renouvelables comme l'énergie éolienne et géothermique.

De plus, les interactions avec la population locale sont intenses car le projet est placé sur dix sites géographiquement séparés. Nous offrons par exemple des programmes éducatifs et environnementaux. Des jeunes garçons et des jeunes filles obtiennent leur diplôme d'électricien ce qui leur permet de posséder une compétence utile sur le marché du travail. Nous avons développé, en collaboration avec les écoles et les gouvernements locaux, des programmes visant à planter des espèces d'arbres autochtones menacées d'extinction. Nous venons également en aide à la population grâce à l'installation et à la rénovation d'infrastructures, telles que la réhabilitation des routes, la construction de centres de réunion, de parcs, de murs d'enceinte autour des centres médicaux et des écoles pour une sécurité plus accrue, ainsi que d'autres projets qui sont sélectionnés directement avec la population locale.

J'ai un intérêt particulier pour les projets de grande envergure car ces derniers ont un réel impact social et sont durables. Je trouve cela captivant de créer quelque chose de nouveau, de faire les choses bien et de faire la différence.

John Davenport est le directeur du projet Bósforo

Faits et chiffres

Secteur	Infrastructure	Sous-secteur	Solaire
Région	Salvador, Amérique latine		
Instrument	Dette	Montant	14,2 M €

Impact sur le développement



Accès aux services et biens de base : La centrale va permettre de fournir plus de 200 GWh/an d'énergie renouvelable ce qui représente suffisamment d'électricité pour 186.042 personnes.



Lutte contre le changement climatique : Bósforo limite au maximum les émissions locales habituellement liées aux énergies conventionnelles, ce qui permet d'économiser jusqu'à 91.400 tonnes de CO_{2eq}/an.

Bósforo est l'un des premiers projets solaires photovoltaïques de cette envergure au Salvador. Les différentes centrales seront directement reliées aux réseaux de distribution régionaux à travers le pays. Il s'agit d'un exemple de production décentralisée où l'énergie est produite localement pour une

utilisation locale et où l'efficacité est renforcée grâce à l'élimination des pertes de transmission. L'électricité produite sera vendue par le biais de Power Purchase Agreements d'une durée de 25 ans à quatre sociétés de distribution différentes.

les solutions BIO

business development support fund

Pour qu'une entreprise puisse croître et prospérer, créer des emplois et acquérir une expertise, il est nécessaire de disposer d'investissements sur mesure mais également de compétences et d'un savoir-faire afin d'augmenter les performances commerciales et d'améliorer les pratiques de développement durable à tous les niveaux.

Grâce aux subventions du Business Development Support Fund, BIO cofinance l'assistance technique (AT), les études de faisabilité (EF) et l'aide à l'investissement pour les PME innovantes :

- **L'assistance technique** améliore les performances, les compétences et les normes économiques qui sont nécessaires à l'amélioration des performances des sociétés et de leur impact sur le développement. Exemples : Le développement de produits numériques pour les IMF ; la création d'un centre de formation pour les PME clientes d'une banque ; la préparation à la certification (IOS, Commerce Équitable, Biologique,...).
- **Les études de faisabilité** analysent la viabilité technique et la rentabilité d'un projet d'investissement et sont indispensables avant la création ou le développement d'une entreprise. Exemples : L'étude des incidences sociales et environnementales pour un nouveau projet solaire, étude technique et du marché pour un projet agroalimentaire.
- **L'aide à l'investissement pour les PME innovantes** soutient les PME dans le développement de projets et de services innovants qui ont un fort impact sur le développement en cofinçant des immobilisations ou des coûts opérationnels. Le modèle économique, le produit ou le service doit être innovant par rapport au contexte local et doit avoir des impacts importants sur le développement. Uniquement proposée aux PME dans les domaines de l'énergie renouvelable/changement climatique, de l'agriculture/agroalimentaire ou de la numérisation/digitalisation.

En 2018, 10 engagements en matière de subvention ont été pris pour un budget total de 850.000 euros. Certains projets de BIO soutiennent notamment :

- Cofina, le groupe de microcrédit ouest-africain, qui vient de faire les premières démarches pour obtenir une certification Smart Campaign ;
- Puratos Grand Place Vietnam vient de créer un projet agroécologique innovant avec ses agriculteurs fournisseurs ; et
- le groupe ACEP a lancé un projet participatif de communication et de changement d'image de la marque ;
- En 2018, BIO a organisé son tout premier atelier international pour les clients de son portefeuille à Phnom Penh, au Cambodge. Cet atelier a permis de rassembler des participants de 9 institutions bancaires de microfinance et de PME d'Afrique et d'Asie du Sud-Est autour des défis et des avantages de la gestion environnementale et sociale ainsi que des opportunités du financement respectueux de l'environnement. Cet événement a été couronné de succès, grâce à la participation active et à l'apprentissage mutuel entre les institutions.



À compter de 2019, la portée du fonds de subvention, désormais appelé Business Development Support Fund, a été élargie, permettant à BIO de soutenir également des projets dans la chaîne de valeur de ses clients et de soutenir des initiatives sectorielles ayant un impact.

Total des engagements : EUR 850.000

Nombre de projets : 10

Projets signés : 11

Montant signé : EUR 1,2 M

notre activité est numérique

iCare (à travers clmdf II)

Je m'appelle Pablo Alonso Caprile. Je suis né en Espagne et j'ai travaillé comme courtier spécialisé en produits dérivés dans l'industrie des marchés financiers au Royaume-Uni. J'ai rencontré Douglas Clayton lors d'un congé sabbatique au Cambodge. Nous sommes devenus amis et il est aujourd'hui mon mentor. Il fait partie du conseil d'administration de iCare Benefits et c'est lui qui m'a présenté l'entreprise iCare, son équipe et son modèle économique.

iCare Benefits est une plateforme de vente au détail numérique entièrement intégrée qui aide les ouvriers de l'Asie du Sud-Est à accéder à des produits et à des services durables tels que des téléphones portables, des appareils électroménagers, des produits électroniques, des vélos et autres, grâce à un plan de remboursement mensuel sans frais supplémentaires, ni intérêts. iCare Benefits Cambodia travaille aujourd'hui dans plus de 150 entreprises et compte plus de 150.000 membres.

Dans le secteur traditionnel de la vente au détail, le coût du financement s'ajoute au prix du produit et est pris en charge par le client. Mais grâce à son envergure, iCare Benefits parvient à transférer le coût de financement du client au distributeur. Cela signifie que les ouvriers aux revenus moindres peuvent désormais acheter ces produits et ces services aux

prix du marché, les payer en plusieurs versements et sans charge d'intérêts.

Notre activité est entièrement numérique et sans argent liquide pour nos clients, c'est pourquoi nous devons prendre en compte leur savoir-faire technologique. En Europe, tout le monde peut acheter des produits par l'intermédiaire de détaillants en ligne, sur Amazon par exemple, mais ce n'est pas le cas de nos clients. Notre mission consiste par conséquent à éduquer nos clients sur la façon d'utiliser la technologie en nous rendant sur leur lieu de travail et en leur donnant des explications de vive voix. L'objectif final est que nos clients puissent utiliser la plateforme numérique d'iCare pour acheter n'importe quel produit ou service, qu'il s'agisse d'un cuiseur à riz ou d'une police d'assurance en passant par un réfrigérateur ou un matelas.



Pablo Alonso Caprile est le directeur financier d'iCare, une entité du portefeuille du client de BIO, le Cambodia Laos Myanmar Development Fund II (CLMDF).

Faits et chiffres

Secteur	Sociétés et fonds d'investissement	Sous-secteurs	Fonds PME
Région	Asie		
Instrument	Assistance technique	Montant	332.000 €

Impact sur le développement



Croissance économique locale : CLMDF II a pour objectif de fournir des fonds propres à long terme aux PME locales ce qui est difficile à obtenir actuellement. CLMDF II est aujourd'hui l'un des seuls fonds de private equity axé sur les PME actifs au Cambodge, au Laos et au Myanmar.



Consolidation du secteur privé : CLMDF est l'un des seuls acteurs à offrir un financement à long terme aux PME sur les marchés cibles.

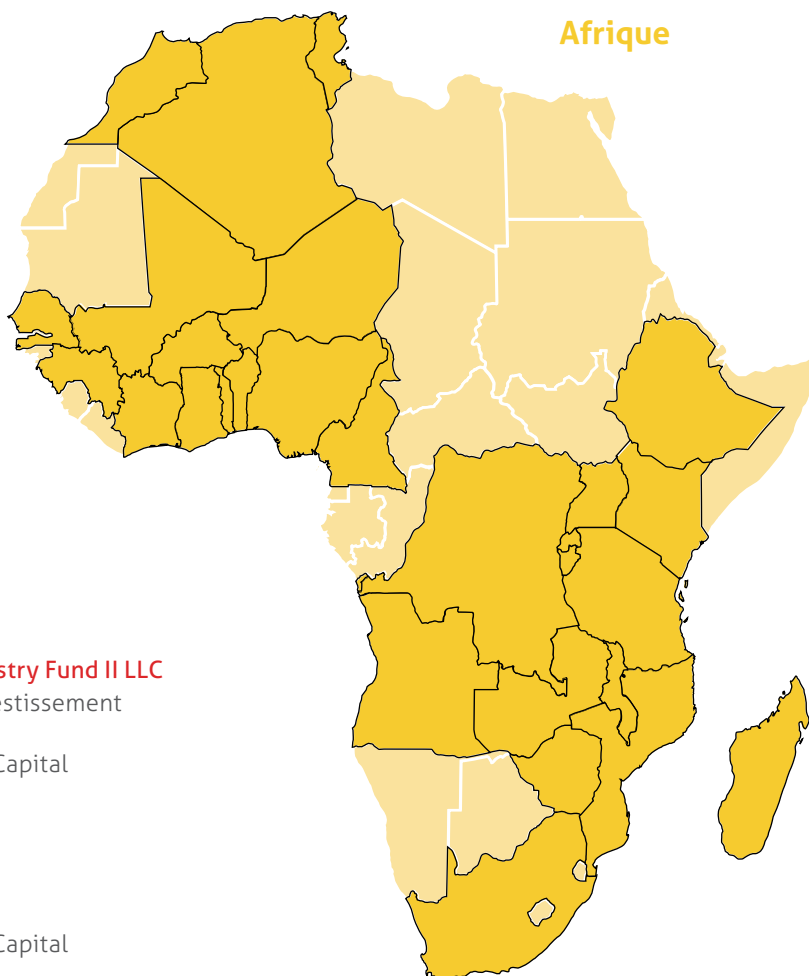


Promotion des meilleures pratiques ESG : Un système de gestion environnementale et sociale (SGES) conforme aux directives des IFD est en place et s'applique à tous les nouveaux investissements.

En 2018, BIO a alloué une subvention d'assistance technique à la hauteur de 350.000 dollars au Cambodia Laos Myanmar Development Fund II (CLMDF II), un fonds de capital de croissance indépendant sur 10 ans qui investit dans les PME au Cambodge, au Laos et au Myanmar et dans lequel BIO a investi 5 millions de dollars en 2016. Ce service d'assistance technique a pour but

d'améliorer la performance commerciale et la gestion des normes ESG au niveau des PME. Cela se traduira par des entreprises plus saines et plus résilientes et devrait avoir un impact positif sur les résultats du CLMDF II. En outre, avec le cofinancement élevé des projets ESG, ce service devrait contribuer à l'amélioration de la gestion des normes ESG pour les PME.

investissements signés en 2018



Divers	Africa Sustainable Forestry Fund II LLC Sociétés et fonds d'investissement Fonds PME € 4.130.000 Capital 04/2018
Ouganda	EFC Uganda LLC Institution financière IMF € 1.000.000 Capital 03/2018
Divers	Enko Ed Ltd Entreprises Santé et éducation € 2.000.000 Dette 09/2018
Divers	Frontier Energy II Alpha K/S Sociétés et fonds d'investissement Fonds d'infrastructure € 8.151.000 Capital 03/2018
Divers	Off-Grid Solar and Financial Access Senior Debt Fund 1 Sociétés et fonds d'investissement Fonds d'infrastructure € 4.385.750 Dette 10/2018

Sri Lanka
 Citizens Development Business Finance PLC
 Institution financière
 Institution financière non bancaire
 € 9.486.770 Dette
 04/2018

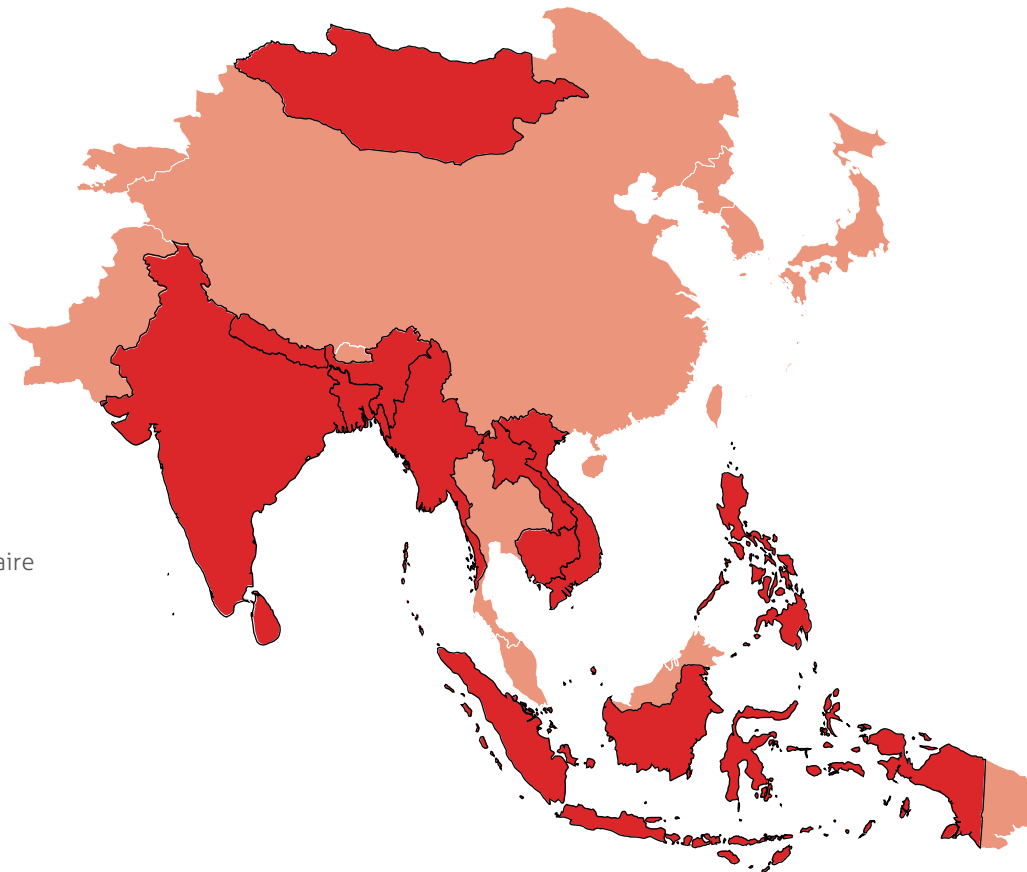
Inde
 Kaizen Private Equity II
 Sociétés et fonds d'investissement
 Fonds PME
 € 8.819.430 Capital
 11/2018

Mongolie
 Khan Bank LLC
 Institution financière
 Banque commerciale
 € 14.536.000 Dette
 09/2018

Sri Lanka
 Lak Jaya Micro Finance Limited
 Institution financière
 Institution de microfinance
 € 854.990 Dette
 06/2018

Mongolie
 XacLeasing LLC
 Institution financière
 Institution financière non bancaire
 € 4.333.800 Dette
 08/2018

Asie



Amérique latine

Salvador
 Bósforo, LTDA de C.V.
 Infrastructure
 Énergie
 € 14.230.155 Dette
 01/2018

Guatemala
 Comercial Administradora S.A. (Arrend)
 Institution financière
 Institution financière non bancaire
 € 3.522.000 Dette
 12/2018

Honduras
 Comercial Administradora S.A. (Arrend)
 Institution financière
 Institution financière non bancaire
 € 3.962.250 Dette
 12/2018

Salvador
 Comercial Administradora S.A. (Arrend)
 Institution financière
 Institution financière non bancaire
 € 1.320.750 Dette
 12/2018

Divers
 Darby Latin American Private Debt Fund III L.P.
 Sociétés et fonds d'investissement
 Fonds PME
 € 8.570.582 Capital
 08/2018

investissements clôturés en 2018

Nom	Engagement initial	Catégorie	Secteur	Pays	Instrument	Type de sortie
AB microfinance Nigeria	2,0 M €	IF	IMF	Nigéria	Prêt	Remboursé intégralement
Advans RDC	1,6 M €	IF	IMF	RDC	Prêt	Remboursé intégralement
AGB Technoprint	0,7 M €	Entrep	Indus et Serv	RDC	Prêt	Remboursé intégralement
Banco Del Exito S.A. (BANEX)	2,5 M €	IF	IMF	Nicaragua	Prêt	Réduction de valeur
Banco del Pais (Banpais)	11,4 M €	IF	Banque comm	Honduras	Prêt	Remboursé intégralement
Banco Lafise Bancentro S.A.	3,9 M €	IF	Banque comm	Nicaragua	Prêt	Remboursé intégralement
Bank of Africa Tanzania	4,2 M €	IF	Banque comm	Tanzanie	Capital	Vente
BRAC Bank	8,2 M €	IF	Banque comm	Bangladesh	Prêt	Remboursé intégralement
Clean Foods	1,0 M €	Entrep	Agroalimentaire	Cameroun	Prêt	Réduction de valeur
Crédit Communautaire d'Afrique	5,0 M €	IF	IMF	Cameroun	Capital	Annulation
EFC Tanzania	1,4 M €	IF	IMF	Tanzanie	Prêt	Remboursé intégralement
Fusion Microfinance Private Limited	5,7 M €	IF	IMF	Inde	Capital	Vente commerciale
Jakarta Tank Terminal	3,9 M €	Infra	Logistique	Indonésie	Prêt	Remboursement anticipé
Latin American Agribusiness Development Corporation S.A. (LAAD)	7,6 M €	IF	Banque comm	divers	Prêt	Remboursé intégralement
Mekong Enterprise Fund I	2,1 M €	Fonds	Fonds PME	Vietnam	Capital	Réduction de valeur
Moablaou	0,7 M €	Entrep	Agroalimentaire	Burkina Faso	Prêt	Remboursé intégralement
Prasac	5,6 M €	IF	IMF	Cambodge	Prêt	Remboursé intégralement
Reltex Tarpaulins	0,9 M €	Entrep	Indus et Serv	Kenya	Capital	Réduction de valeur
Rift Valley Railway	7,7 M €	Infra	Transport	Kenya	Prêt	Réduction de valeur
TransAndean Early Stage Equity Fund	3,8 M €	Fonds	Fonds PME	divers	Capital	Remboursé intégralement
Visionfund	2,0 M €	IF	IMF	Équateur	Prêt	Remboursé intégralement
Total	87,6 M €					

abréviations

Banque comm	Banque commerciale
Entrep	Entreprise
Fonds	Sociétés et fonds d'investissement
IF	Institution financière
IMF	Institution de microfinance
Indus et Serv	Industrie et Services
Infra	Infrastructure
PME	Petites et moyennes entreprises
RDC	République démocratique du Congo





En 2018, BIO a clôturé vingt-deux investissements pour lesquels elle avait initialement engagé un financement total de 87 millions d'euros.

Six investissements en capital (dont deux fonds de private equity) ont été achevés, ainsi que seize prêts. Douze de ces fonds ont expiré en 2018 et ont été intégralement remboursés conformément à l'échéancier de remboursement. Un prêt a été remboursé avant la date d'échéance (remboursement anticipé), les clients de BIO ayant réussi à trouver localement une source de financement plus attrayante, ce qui confirme le rôle de catalyseur de BIO, avec des institutions locales prenant le relais. Trois prêts concernant des projets d'investissement défaillants ont fait l'objet de réductions de valeur. En ce qui concerne les capitaux, BIO a vendu ses participations dans deux institutions de microfinance en Inde et en Afrique avec un rendement positif. Un des investissements directs en fonds propres dans une petite PME au Kenya a fait l'objet d'une réduction de valeur suite à la faillite de l'entreprise. Deux fonds ont été entièrement cédés avec une performance nette négative mais proche de l'équilibre.

En 2018, la plupart des investissements achevés ont été effectués en Afrique (45 %) et dans le secteur financier (institutions financières bancaires et non

bancaires et institutions de microfinance), à raison de deux tiers de tous les investissements achevés. Pour chacun des investissements clôturés, l'intervention de BIO s'est révélée positive et a indubitablement témoigné d'une réelle additionnalité.

Les impacts les plus importants sur le développement concernent la croissance économique locale et les recettes fiscales, la création d'emplois directs et indirects et, plus spécifiquement, l'inclusion financière et l'accès aux services de base, comme par exemple la sécurité alimentaire et l'infrastructure. Outre les investissements financiers de BIO, des projets d'assistance technique de près de 540.000 euros ont été accordés à six des clients dans lesquels BIO a cédé sa participation. Citons notamment les subventions à l'IMF cambodgienne Prasac, visant le développement des compétences du personnel, le renforcement des systèmes de gestion environnementale et sociale, la conception d'une stratégie et le soutien à la réorganisation interne en vue de transformer l'institution de microfinance en une banque.

effets sur le développement

Ces dernières années, l'amélioration de rapports et du suivi des effets sur le développement a fait partie intégrante des priorités de l'équipe Development & Sustainability (D&S) de BIO, avec des avancées significatives en 2018 sur la collecte de données et sur les indicateurs de développement.

L'unité de D&S de BIO a complété et affiné la liste des indicateurs clés de développement (KDI) à collecter au niveau de chaque entité du portefeuille ((tant directe qu'indirecte). Ces indicateurs clés de développement sont : le nombre d'emplois (hommes et femmes) maintenus ou créés, le paiement des impôts, la production d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre évitées.

Par ailleurs, BIO demande aux entités de son portefeuille de rendre compte, projet par projet, d'un certain nombre d'indicateurs, comme le nombre de prêts remboursés (pour les institutions financières), le nombre d'étudiants (pour un projet en lien avec l'éducation), le nombre d'agriculteurs atteints (dans le cadre d'un projet agricole) ou le nombre de patients (pour un projet relatif à la santé).

Le tableau inséré à droite donne un aperçu des KDI au niveau du portefeuille de BIO à la fin de l'année 2017 (les données de l'année 2018 ne sont pas encore disponibles au moment de la publication).

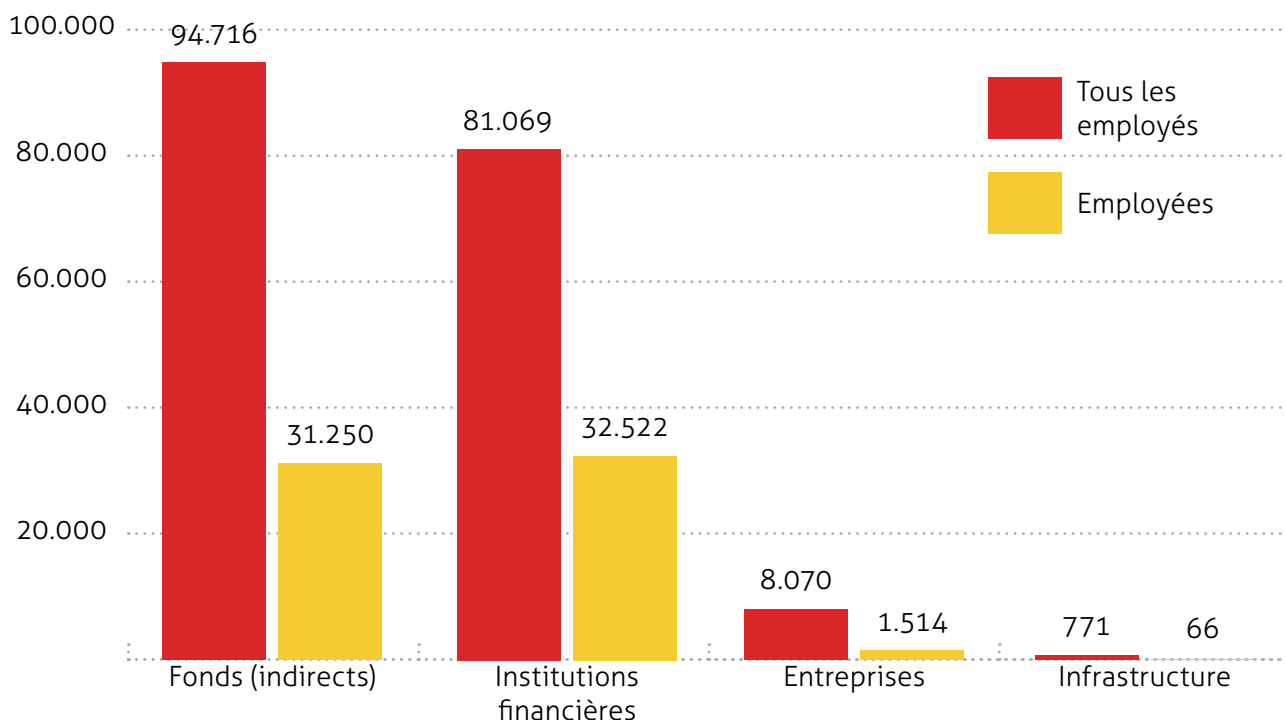
À la lumière de ces seules données chiffrées, nous pouvons constater que la contribution de BIO a été significative : BIO a contribué à la création ou au maintien de plus de 184.000 emplois (dont 89.000 sont liés à des investissements directs dans des entreprises, dans des institutions financières et dans des projets

d'infrastructure) dont plus du tiers est occupé par des femmes. Ces chiffres ne prennent pas en compte les nombreux emplois créés et maintenus indirectement par nos clients. De plus, BIO a contribué à l'inclusion financière de milliers de personnes : en 2017, l'encours du portefeuille de prêts des institutions financières soutenues a atteint plus de 47 milliards.

Données 12/2017

	Niveau d'impact direct de l'entité du portefeuille	Impact indirect
	entreprises	Fonds PME
	institutions financières	Fonds IMF
	infrastructure	Fonds d'infrastructure
Employés (nombre d'emplois)	89.910	94.716
Employées (nombre d'emplois)	34.102	31.250
Production d'énergie (GWh)	12.580	1.465
CO ₂ évité (tonnes)	2,1 M	669.000

En outre, BIO a contribué à la production de plus de 14.000 GWh en 2017, évitant ainsi l'émission de plus de 2,8 millions de tonnes de CO₂.





gestion environnementale et sociale

Pour BIO, assurer et promouvoir la durabilité environnementale et sociale (E&S) de ses opérations d'investissements est un élément indispensable de sa contribution à une croissance durable. BIO a pour ambition d'avoir un impact positif sur les communautés locales où elle investit, y compris à travers des conditions de travail décentes et sûres, dans le respect des droits de l'homme et de la durabilité environnementale. Bien que les investissements puissent entraîner de tels résultats positifs, ils peuvent aussi avoir des résultats environnementaux et sociaux négatifs, s'ils ne sont pas correctement gérés.

C'est pour cela que BIO se réfère à et promeut un ensemble de normes et de principes internationalement reconnus, comme par exemple

les normes de performance E&S de la SFI qui couvrent un large éventail de sujets environnementaux, sociaux, et des droits de l'homme.



Évaluation et gestion des risques
E&S ainsi qu'Impact



Conditions de travail



Efficacité des ressources et prévention
de la pollution



Santé, sécurité et protection de la population



Acquisition de terres et réinstallation forcée



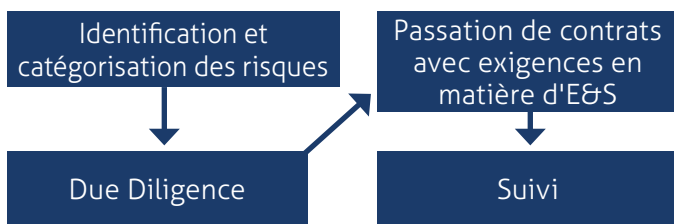
Conservation de la biodiversité et gestion
durable des ressources naturelles vivantes



Peuples autochtones



Patrimoine culturel



Au cœur de nos opérations

Les experts E&S de BIO travaillent en collaboration avec leurs collègues et leurs clients pour gérer les risques et les opportunités E&S. Une catégorie à risque est tout d'abord assignée à chaque potentielle entité du portefeuille, ce qui implique un minimum d'activités de diligence raisonnable (due diligence) et d'exigences E&S. Une fois que les risques et les opportunités E&S ont été identifiés et appréciés, toutes les améliorations requises sont convenues contractuellement avec les clients et font l'objet d'un suivi.

Les entités du portefeuille s'engagent contractuellement à respecter les lois et les conventions environnementales et sociales, notamment les conventions fondamentales de l'OIT et les normes internationales applicables. BIO appuie activement de manière solidaire et constructive l'amélioration des performances E&S de ses entités du portefeuille. Toutefois, en cas de non-conformité et en dernier recours, les exigences contractuelles peuvent être mises en oeuvre.





Droits de l'homme

Outre le devoir de l'État de protéger, de respecter et de faire respecter les droits de l'homme, il est également de la responsabilité des entreprises de respecter ces droits. Chaque norme de performance de la SFI est liée à une ou plusieurs dimensions des droits de l'homme et est destinée à couvrir la majorité des droits de l'homme qui sont pertinents dans le cadre des activités de nos clients. Dans des contextes à haut risque ou lorsque BIO considère que les normes de performance de la SFI ne couvrent pas suffisamment un droit humain dans un investissement donné, BIO accordera une attention particulière à ce droit et adoptera des mesures spécifiques dans le cadre de l'évaluation et du suivi E&S de cet investissement. Conformément aux normes de performance de la SFI, les clients à haut risque doivent disposer d'un mécanisme de réclamation qui peut faciliter la détection précoce et la résolution rapide des problèmes. BIO dispose également de son propre dispositif de réclamation qui permet à des tiers de soumettre des plaintes sur une plateforme en ligne.



investissements en cours

Investissements en cours à la fin de l'année 2018 (montants en M €)

		Afrique	Asie	ALC	Multi	Total	Capital	Dettes	Nombre
Institutions financières 	IMF	11,8	15,2	18,3	17,0	62,2	32,5	29,7	16
	Banques commerciales	57,0	5,0	31,4	0,0	93,5	17,6	75,9	14
	IFNB	6,0	14,1	6,4	7,1	33,6	7,2	26,4	8
	Sous-total	74,8	34,3	56,1	24,1	189,3	57,3	132,0	38
Fonds 	IMF	11,1	1,1	3,9	4,3	20,4	17,0	3,4	7
	PME	39,8	9,8	9,1	0,0	58,8	56,4	2,4	28
	Infra	19,2	16,9	0,1	4,7	41,0	22,9	18,1	11
	Sous-total	70,1	27,8	13,1	9,1	120,1	96,3	23,8	46
Entreprise 	Agri	27,5	5,8	1,2	0,0	34,5	0,0	34,5	16
	Santé et éducation	3,9	0,0	0,0	0,0	3,9	0,0	3,9	3
	ITC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1
	Indus et Serv	5,6	0,0	0,0	0,0	5,6	0,0	5,6	5
	Pétrole, gaz, mines et chimie	10,3	0,0	0,0	0,0	10,3	0,0	10,3	2
	Sous-total	47,4	5,8	1,2	0,0	54,4	0,0	54,4	27
Infrastructure 	Énergie	61,8	34,9	42,9	0,0	139,7	3,0	136,7	17
	Télécoms	0,0	10,6	0,0	0,0	10,6	0,0	10,6	1
	Transport et log	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
	Sous-total	61,8	45,5	42,9	0,0	150,3	3,0	147,3	18
Total		254,2	113,5	113,3	33,2	514,1	156,6	357,5	129

Investissements en cours totaux à la fin de l'année 2008-2018 (montants en M €)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Institutions financières	67,9	75,6	95,2	119,3	152,9	195,9	182,0	195,3	214,0	206,9	189,3
Fonds	41,1	44,2	48,7	56,3	62,4	77,8	81,5	88,3	96,1	94,0	120,1
Entreprise	11,4	18,5	22,5	23,6	38,5	49,0	51,6	46,0	54,0	58,4	54,4
Infrastructure	0,0	0,0	13,2	21,5	29,3	51,3	96,3	84,7	99,2	126,4	150,3
Total	120,4	138,3	179,7	220,7	283,1	373,9	411,4	414,3	463,2	485,6	514,1

engagements nets

Avec 150 M € d'engagement dans 21 nouveaux projets, 2018 a été une année difficile en termes d'approbations de nouveaux investissements. Bien que les objectifs pour les nouveaux engagements du secteur financier du département des fonds aient été atteints, ces derniers sont inférieurs aux objectifs du département des infrastructures et des entreprises. Grâce au regain d'efforts de prospection durant l'année, le pipeline de potentiels nouveaux investissements a considérablement augmenté, ce qui servira de point de départ solide pour atteindre l'objectif de 200 millions d'euros de nouveaux engagements en 2019.

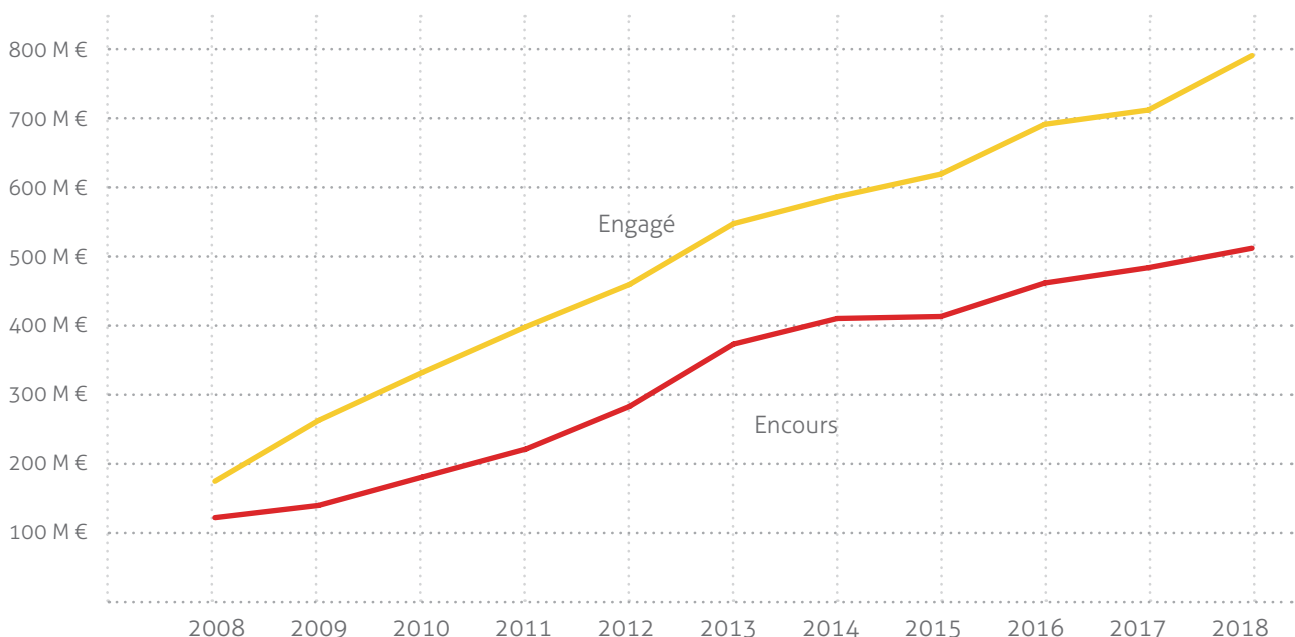
Les engagements emblématiques de 2018 incluent :

- Le tout premier investissement dans le secteur de l'éducation pour soutenir la mise en place d'écoles qui préparent les élèves au baccalauréat international au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal. Ces « écoles Enko » prodiguent un enseignement secondaire axé sur l'obtention du baccalauréat international et ont pour but de donner à leurs diplômés l'accès aux meilleures universités d'Europe, des États-Unis et d'Afrique, et à long terme, de renforcer les futures compétences techniques et administratives en Afrique.
- Un investissement en quasi-capital et en dette sénior dans Cofina au Sénégal et en Côte d'Ivoire afin de donner aux PME l'accès à des financements adaptés à leurs besoins. BIO est la première IFD à investir à Cofina. Elle apporte aussi une assistance technique pour aider à la mise en œuvre de normes élevées de « Principes de Protection des Clients ».
- La première approbation d'un fonds à capital-risque (venture capital) dédié à l'Afrique qui

appuie des solutions numériques pour surmonter les obstacles logistiques, dont le transport, la distribution agricole ainsi que l'accès à des services de base tels que l'énergie, l'éducation et la santé.

- L'approbation d'un prêt à Babban Gona, un prestataire de services qui vient en aide à des milliers d'agriculteurs nigériens pour qu'ils aient accès aux engrais, aux semences, aux capitaux, à une assistance technique, aux services d'entreposage et aux marchés leur permettant d'augmenter considérablement leurs revenus et de réduire les incertitudes.

Les perspectives pour l'année 2019 s'annoncent prometteuses avec une diversité de projets dans le pipeline, dont notamment : la mise en place d'une nouvelle facilité d'investissement pour financer des projets à fort impact sur le développement à risque plus élevé ou à rendement inférieur à celui que BIO accepte généralement dans son bilan, et l'ouverture des premiers bureaux de BIO à Nairobi et à Abidjan pour renforcer la prospection et le suivi client.



évaluation externe 2018

institutions financières en équateur et au pérou

Chaque année, BIO commande une évaluation externe portant sur ses investissements en cours ou achevés. En 2018, BIO a choisi de se concentrer sur cinq investissements financiers en Équateur et au Pérou et en a tiré huit leçons importantes.

Banco D-Miro – Équateur

Type	IF	Signature	10/2015
Instrument	Dette	Montant	USD 5 M

à propos

Banco D-Miro fournit des microcrédits avec une forte orientation sociale à des groupes de population mal desservis dans les zones périurbaines vulnérables de la région côtière.

Acceso Crediticio – Pérou

Type	IFNB	Signature	10/2016
Instrument	Dette	Montant	USD 10 M

à propos

Acceso Crediticio finance, par crédit-bail, des véhicules au gaz naturel et des véhicules au gaz de pétrole liquéfié.

Banco Pichincha – Équateur

Type	IF	Signature	06/2016
Instrument	Dette	Montant	USD 15 M

à propos

Banco Pichincha est la principale banque généraliste d'Équateur dotée du plus large réseau de succursales du pays. Elle finance des MPME dans tout le pays.

Cooperativa Pacífico – Pérou

Type	IMF	Signature	10/2017
Instrument	Dette	Montant	USD 10 M

à propos

Cooperativa Pacífico finance les membres de PME dans les zones urbaines via une structure d'adhésion.

Vision Fund – Équateur

Type	IMF	Signature	06/2015
Instrument	Dette	Montant	USD 2 M

à propos

Vision Fund est axé sur le micro-financement de microentreprises dans les zones rurales et partiellement urbaines. Leur clientèle cible est majoritairement féminine.

Leçon n° 1

En choisissant soigneusement les institutions financières, vous réduisez la nécessité d'investir dans des changements structurels. BIO sélectionne avec soin les institutions financières qui partagent ses objectifs de développement.

Leçon n° 2

Il est impératif que les investissements de BIO continuent de jouer un rôle de catalyseur sur les marchés financiers de niche en donnant leur sceau d'approbation au marché et aux autres institutions de financement du développement.

Leçon n° 3

BIO continuera d'améliorer l'utilisation des rapports et d'aller au-delà des simples données financières. Pour cela, BIO s'aligne sur ses pairs et fournit à ses clients des modèles de rapport sur mesure. Il ne serait pas réaliste de demander à nos clients d'inclure la recherche, la collecte et l'analyse de données mais une assistance technique est disponible pour ceux qui le souhaitent.

Leçon n° 4

Le suivi des résultats de développement avec des groupes cibles spécifiques pourrait être amélioré en proposant plus de détails et en définissant de manière claire les groupes cibles, au-delà des MPME générales.

Leçon n° 5

La subordination est strictement réglementée. Les conditions sont établies au début d'un contrat. Il semble donc judicieux de définir l'objet de la subordination à ce moment-là, puisque les contrats ne peuvent pas être adaptés ultérieurement.

Leçon n° 6

Les prêts ne sont jamais renouvelés automatiquement. Les investissements de suivi (follow-on investments) doivent dépendre des objectifs explicites de développement.

Leçon n° 7

Il est profitable de synchroniser le financement avec l'assistance technique (AT). Même si l'AT est généralement axée sur la demande, BIO décèlera de manière proactive les lacunes et les opportunités des projets d'AT potentiels.

Leçon n° 8

BIO continuera de coopérer et de communiquer avec d'autres acteurs et parties prenantes du développement (belge) puisque la coopération avec des acteurs du développement non financiers améliore l'efficacité du financement.



rapport financier

bilan

Actifs

	2018	2017	2016
Actifs immobilisés	487.131.335	456.788.191	439.346.590
Frais d'établissement	16.137	13.241	8.732
Actifs incorporels	200.061	172.091	108.448
Actifs corporels	176.551	183.336	168.579
Actifs financiers	486.738.587	456.419.522	439.060.831
Participations dans des entreprises liées	-	-	-
Participations dans d'autres entreprises	144.526.351	134.784.081	138.610.714
Créances et garanties en espèces	342.212.236	321.635.441	300.450.117
Actifs courants	467.868.081	430.435.939	333.540.002
Créances à un an au plus	2.964.166	7.006.040	3.391.751
Investissements	448.791.995	408.444.483	320.494.160
Avoirs en banque et encaisse	9.110.716	8.804.992	3.180.872
Comptes de régularisation	7.001.204	6.180.424	6.473.219
Total de l'actif	954.999.416	887.224.129	772.886.592

Capitaux et passifs

	2018	2017	2016
Capitaux	938.230.076	873.748.235	754.396.178
Capital	4.957.873	4.957.873	4.957.873
Réserves	903.329.691	774.512.192	725.512.192
Bénéfices cumulés (pertes)	29.942.512	94.278.170	23.926.114
Provisions et charges reportées	36.804	39.633	3.233.854
Passif	16.732.537	13.436.262	15.256.559
Dettes à plus d'un an	-	-	-
Dettes à un an au plus	9.819.978	6.825.611	8.091.199
Charges à payer et revenus différés	6.912.559	6.610.651	7.165.360
Total capitaux et passif	954.999.416	887.224.129	772.886.592



rapport financier

compte de résultat

	31.12.2018 chiffres réels	2017 vérifiés	2016 vérifiés
Résultat	28.764.872	95.868.471	26.599.040
Valeurs mobilières	228.625	259.025	337.073
Revenu sur prêts (intérêts)	16.668.465	15.901.156	14.415.340
Revenu sur participations	10.167.782	78.256.886	10.093.971
Dividende	3.963.569	3.970.264	-
Plus-value/"- Moins-value	6.204.213	74.286.622	-
Autres (frais sur les prêts)	1.700.000	1.451.404	1.752.655
Frais de projet	-1.348.999	-1.768.522	-1.055.293
Provision pour les pertes de projets	-7.403.286	-8.221.165	-9.688.994
Marge brute	20.012.587	85.878.784	15.854.754
Charges	-8.761.513	-7.392.148	-6.416.788
Résultat d'exploitation	11.251.074	78.486.636	9.437.966
Résultat exceptionnel	-156.168	-3.852	-2.519.347
Subvention : Fonds des MPME	-209.087	-89.157	-176.956
Résultats de change	369.705	-1.643.814	139.496
Impôt	-810.000	-1.474.642	-165.990
Résultat net	10.445.524	75.275.171	6.715.169

En 2018, BIO a investi 150,9 M € dans 23 nouveaux projets, contre 160,6 M € dans 27 projets l'année passée. En 2019, une augmentation considérable est attendue. L'engagement net de BIO en 2018 a augmenté de 9 %. Grâce à l'augmentation importante de son portefeuille (6 %) et, même si les circonstances exceptionnelles de 2017, dont notamment la vente de notre participation dans

une IMF cambodgienne, ne se sont pas répétées, BIO a connu une année fructueuse. Elle réalise un bénéfice net après impôts de 10,4 M €, dont 6,9 M € sont versés à son actionnaire à titre de dividende. BIO effectue également un bénéfice de 16,7 M € en intérêts sur l'encours de ses prêts. Les plus-values et les dividendes sur l'encours des participations s'élèvent à 10,2 M €.

gouvernance et équipe

BIO est une société privée dont le capital est fourni par l'État belge, le ministère de la Coopération au Développement. En 2001, le capital de départ était de 5 millions d'euros. Depuis, le ministère de la Coopération au Développement a apporté régulièrement des fonds propres supplémentaires (certificats de développement) à la disposition de BIO. Lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires, qui s'est tenue le 29 mai 2019, les actionnaires ont donné décharge au Conseil d'Administration et au commissaire aux comptes.

Conseil d'Administration, Comités d'Investissement, d'Audit et des Ressources humaines

Le Conseil d'Administration (CA) décide de la stratégie et de la politique et exerce un contrôle interne strict sur la base de rapports réguliers. Il supervise la mise en œuvre du mandat de BIO et décide de tous les projets d'investissement. Deux commissaires du gouvernement, l'un nommé par le ministre des Finances, l'autre par le ministre de la Coopération au Développement, assistent le Conseil d'Administration pour s'assurer de la bonne gestion des fonds mis à disposition par l'État. Ils sont invités en qualité d'observateurs à toutes les réunions du Conseil d'Administration et de ses Comités. La rémunération des membres

dépend de leur fonction (président, vice-président et membre) et du nombre de réunions du comité auxquelles ils participent. Le Comité d'Investissement (CI) conseille le Conseil d'Administration au sujet des décisions d'investissement et analyse et supervise le portefeuille. Le Comité d'Audit fournit son appui au Conseil d'Administration dans ses responsabilités de surveillance concernant le contrôle interne au sens le plus large, y compris le contrôle interne relatif à l'information financière. Le Comité des Ressources humaines (CRH) assiste le Conseil d'Administration en matière de politique des ressources humaines.

Comité de Crédit

Le rôle du Comité de crédit (CC) est de formuler des propositions au Directeur général concernant les décisions relatives aux investissements mineurs, aux dérogations et

aux mesures du Fonds de soutien au développement des entreprises déléguées par le Conseil.

	CA	Rémunération	CI	CA	CRH
M. Christophe Soil	Jusqu'au 18/07	4.653 €	ob	ob	Ob
M. Jan Kerremans	VP	9.000 €		m	m
Mme Els Schelfhout	VP	11.479 €	PC		
Mme Laurence Christians	m	6.000 €		m	
Mme Françoise Demeuse	m	6.000 €			PC
M. Koen Devoldere*	ob	14.000 €			
M. Jean-Claude Fontinoy	m	9.500 €	m		
M. Xavier Godefroid	m	6.500 €			m
M. Carl Michiels	m	9.000 €	m		
M. Peter Moors **	ob	14.000 €			
Mme Gaëlle Smet	m	9.500 €	m		
Mme Annuschka Vandewalle	m	6.000 €			m
Mme Hilde Vautmans	m	Volontairement non rémunérée	m		
M. Pieter Verhelst	m	6.500 €		PC	
M. Bruno Van der Pluijm ***	ob	7.500 €	m		
M. Yves Windelincx		5.000 €	EE		

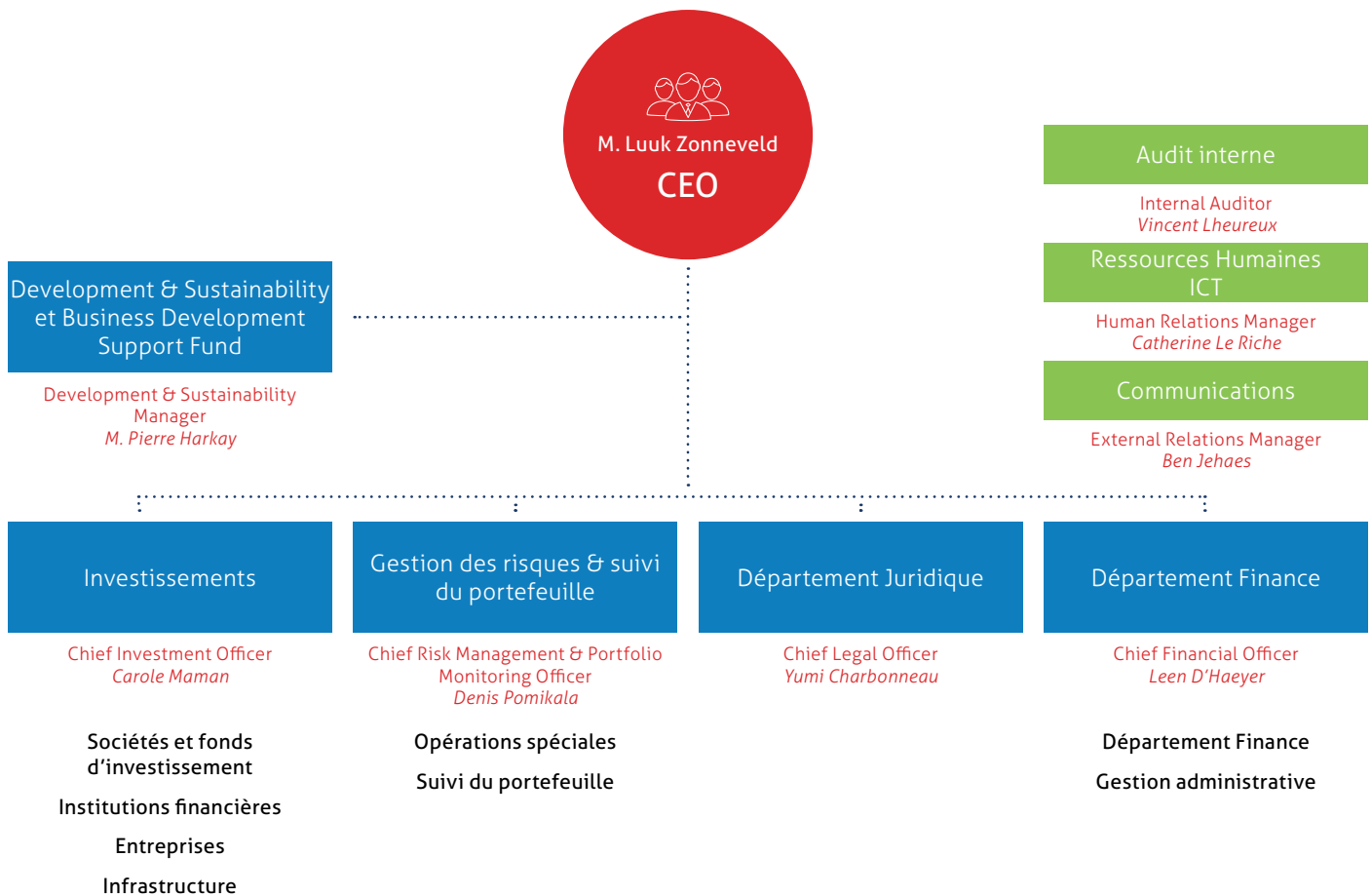
		ComeEx	CC
M. Luuk Zonneveld	CEO	m	P
Yumi Charbonneau	CLO	m	m
M. Sebastiaan de Vries	COO jusqu'à 18/06	m	
Mme Carole Maman	CIO	m	m
Denis Pomikala	CMO	m	m
Leen D'Haeyer	CFO à compter de 18/07	m	
Pierre Harkay	D&S		m

Légende

P	Président	PC	Président du Conseil
VP	Vice-président	EE	Expert externe
Ob	Observateur	m	membre
*	Commissaire du gouvernement – Ministère des Finances		
**	Commissaire du gouvernement – Ministère de la Coopération au Développement		
***	Directeur général de la Coopération au Développement et de l'Aide humanitaire		

Contrôle externe

Les fonds confiés à BIO par le gouvernement belge font l'objet d'un contrôle particulier. BIO est supervisée par ses deux commissaires du gouvernement. La Cour des comptes belge effectue un audit financier annuel. Les comptes de BIO sont certifiés annuellement par commissaire aux comptes. BIO est régulièrement examinée par l'évaluateur spécial du gouvernement : la première évaluation a eu lieu en 2007, la deuxième évaluation en 2012/2013. Chaque année, BIO mandate un évaluateur externe pour analyser de façon approfondie de minimum cinq investissements. Cette année, l'accent a été mis sur les institutions financières au Pérou et en Équateur.



Les institutions de financement du développement ont été conçues pour disparaître dès lors que les marchés assument leur rôle. Qu'on le veuille ou non, être un banquier du développement vous distingue des autres.

Carole Maman, CIO



gestion de la qualité et contrôle interne

Gestion du risque d'entreprise

BIO fournit des investissements à long terme au secteur privé des pays en voie de développement, ce qui implique de repousser les frontières de l'investissement sur les marchés les plus complexes. En agissant ainsi, BIO est en contact avec un panel de risques financiers et non financiers. Une gestion saine des risques est primordiale pour que BIO puisse remplir sa mission.

La philosophie de gestion des risques de BIO est établie pour maximiser l'impact sur le développement tout en préservant la viabilité financière de la société et pour éviter de mener des activités qui pourraient avoir un impact négatif important sur sa réputation.

Le cadre de gestion des risques d'entreprise (GRE) de BIO est conçu pour permettre une gestion prudente des impacts financiers et de réputation qui découlent des activités économiques de l'organisation. Dans ce contexte, les efforts de gestion des risques de BIO sont conçus tout particulièrement pour aider à aligner la performance de l'organisation à son orientation stratégique.

Chaque année, la direction de BIO publie une liste des risques principaux de l'entreprise qui sont évalués en fonction de leur impact et de la probabilité de leur survenance. Cette liste contient une douzaine de risques clés, parmi lesquels le risque de crédit, le risque de change et le risque de réputation.

Audit interne

BIO a eu une fonction d'Audit Interne (AI) efficace depuis août 2017. L'AI est une activité indépendante et objective d'assurance et de conseil qui est guidée par une philosophie de valeur ajoutée dans le but d'améliorer les opérations de BIO. L'Audit Interne accompagne BIO dans l'accomplissement de ses objectifs en apportant une approche systématique et rigoureuse afin d'évaluer et d'améliorer l'efficacité de la gouvernance, de la gestion des risques et du contrôle interne de la société.

La fonction d'AI agit conformément à la charte d'AI approuvée par le Comité d'Audit en septembre 2017. Cette chartre établit les missions, les responsabilités, le champ d'application du travail, les rapports et les autres attributs clés de la fonction. La fonction d'AI se régit par l'adhésion aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne de l'Institut des auditeurs internes.

Know Your Customer – KYC

Depuis de nombreuses années déjà, BIO a mis en place des procédures spécifiques pour lutter contre le blanchiment de capitaux (LBC) et pour combattre le financement du terrorisme (FT), conformément à la législation belge applicable. Tout nouveau projet à retenir pour financement, est minutieusement analysé afin de détecter et de prévenir tout risque inacceptable de LBC/FT.

BIO évalue de manière périodique ces procédures et les révisé lorsque cela est nécessaire.

Capacité de gestion

BIO vise en permanence la qualité d'exécution de son objet social et des missions confiées à l'organisation. Ainsi, en 2018, BIO a fait l'objet d'une évaluation complète de sa capacité de gestion, par rapport à quatre critères qui ont été définis dans le nouveau contrat de gestion entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019 :

1. la gestion stratégique, évaluée en fonction du plan d'entreprise annuel et de la responsabilité à l'égard des objectifs du plan ;
2. la gestion opérationnelle et administrative et le contrôle interne qui ont été vérifiés par un auditeur indépendant au moyen de l'obtention des piliers d'évaluation de la Commission Européenne, une condition sine qua non pour l'obtention d'un financement de l'UE par le biais de la gestion indirecte ;
3. la gestion de l'expertise, visant à s'assurer que l'entreprise dispose de systèmes lui permettant de faire appel à tout moment à l'expertise nécessaire pour mener à bien ses activités, qui a également été vérifiée par un auditeur indépendant ; et
4. le système d'évaluation des projets, vérifié au moyen de l'obtention de la certification par le Service de l'Évaluation spéciale du Ministère de la Coopération au Développement qui a nommé un auditeur indépendant à cet effet.

Au cours de sa réunion du 11 décembre 2018, le Conseil d'Administration de BIO a reconnu que l'organisation remplissait de manière satisfaisante tous les critères susmentionnés. ►

Dispositif de réclamation

Le Dispositif de réclamation de BIO est un mécanisme de responsabilité citoyenne qui répond aux réclamations et aux demandes formulées par des personnes touchées ou susceptibles d'être touchées par les projets financés par BIO. Ce mécanisme favorise le développement durable et inclusif en donnant à la population un plus grand pouvoir de parole pour les projets qui les touchent.

Voici les deux catégories de motif pour lesquelles il est possible de présenter une réclamation :

1. Conséquences défavorables significatives sur le plan environnemental et social (pollution, conditions de travail, réinstallations forcées, etc.) ;
2. Non-respect des dispositions légales et écarts par rapport aux bonnes pratiques quant à la gouvernance et à l'intégrité commerciale (blanchiment d'argent, fraude, corruption, extorsion, etc.).

Les plaignants sont tenus informés tout au long du traitement de leur réclamation par le mécanisme ce qui garantit également une totale confidentialité de l'identité du plaignant.

Le Dispositif de réclamation de BIO est géré par la fonction d'Audit Interne (AI) de BIO dans le but de garantir son indépendance et son impartialité. Cela signifie que la fonction d'AI est chargée de la réception des plaintes, de l'évaluation de leur recevabilité, de l'exécution des analyses préliminaires et de proposer des actions aux organes de gouvernance. La fonction d'AI de BIO relève directement du Comité d'Audit et du Conseil d'Administration.

Au cours de l'année 2018, trois réclamations ont été formulées par l'intermédiaire du Dispositif. Deux d'entre elles ont été jugées non admissibles car elles concernaient des demandes de financement. La troisième réclamation concernait un ancien investissement de PME africaine.

